



LA CRISE DE
CRÉDIBILITÉ
DU PdT

pages 6-7

Le N° 2 Fr. N° 264 7 novembre 1981

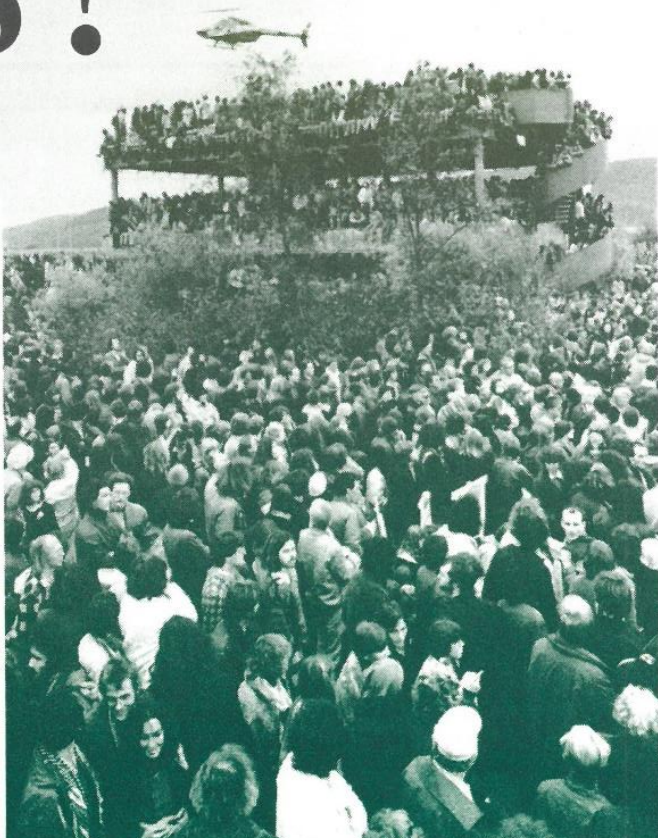
treizième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e internationale



KAISERAUGST? JAMAIS!



éditorial

*Elections en Suisse
romande:*

L'impasse et l'issue

Au soir des élections communales vaudoises, l'un des responsables du Parti socialiste vaudois s'interrogea tout haut, au vu des résultats : "Mais comment mobiliser les électeurs ?". Comment mobiliser ? La question est en effet importante, car le recul électoral du mouvement ouvrier — amorcé à Genève et poursuivi dans le canton de Vaud — résulte d'abord d'une démobilisation électorale des travailleurs. Par contre, l'aile la plus musclée de la droite bourgeoise a su battre le rappel de ses troupes : en expliquant souvent ouvertement qu'il ne s'agissait pas tant de collaborer loyalement à la gestion des affaires publiques que de réaliser une politique bien précise d'attaque aux acquis sociaux. D'un côté une gauche passive, espérant pouvoir recueillir les fruits de "l'effet Mitterrand", de l'autre une droite mobilisée pour transformer "l'essai Baehler". Ceux qui ont gagné

suite page 3

sommaire

EDITORIAL

Elections en Suisse romande : l'impasse et l'issue 3

SOCIAL

Conférence femmes de la VPOD : un syndicat pour les femmes aussi 4
Fonction publique genevoise : toujours rien sur les effectifs 4
Horlogerie genevoise : une victoire syndicale 5
Genève : manœuvres patronales contre la sécurité sociale 5
Formation professionnelle : le dernier coup de collier 5

DOSSIER

La crise de crédibilité du Parti du Travail 6-7

POLITIQUE

Kaiseraugst ? Jamais ! 3
Elections communales vaudoises : défaite électorale de la gauche traditionnelle 8
Zurich : rififi entre le Cartel syndical et le PS 8
Fribourg, élections cantonales : stopper la droite 8
Kaiseraugst : la lutte continue 9
Bienne : quand le PS fait des économies 9

INTERNATIONAL

POLOGNE : les travailleurs développent les conseils ouvriers 10
Notes internationales 10
FRANCE : rododromades socialistes et blocage patronal 11
Manifestations contre le réarmement : le déferlement 11

L'ÉVÉNEMENT

AMÉRIQUE CENTRALE : l'escalade impérialiste 12
La solidarité avec l'Amérique centrale 12

notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... no

JOURNÉES DE SOLIDARITÉ AVEC L'AMÉRIQUE CENTRALE

LAUSANNE

jeudi 19 novembre, 20h.30, Librairie des Femmes "La Mauvaise Graine" (place du Tunnel 4) :

- * Rencontre avec Olga Baires, représentante de l'Association des Femmes salvadoriennes
- * Film sur le Nicaragua, "Images d'une libération"

vendredi 20 novembre, 20h., Centre paroissial d'Ouchy (CPO) :

- * Films "El Pueblo vencera" sur le Salvador et "Sandino hoy, Sandino siempre" sur le Nicaragua. Entrée : Fr. 5.-

samedi 21 novembre, Centre paroissial d'Ouchy (CPO) :

- * dès 15h. : montage audiovisuel sur la Colombie et le Nicaragua; film "Images d'une libération"
- * dès 18h. : cabaret avec François Nicod
- * dès 20h.30 : table ronde avec Théodore Buss (de l'ISM), deux membres du Parti socialiste français, de la Commission Amérique latine, dont Nicole Bourdillat, un représentant du FDR, Francisco Herrera, une représentante de l'Association des Femmes salvadoriennes, Olga Baires
- * dès 22h. : musique avec Ugo et Javier, groupe musical uruguayen. Fr. 5.-

Organisation : Comité de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador.

A BIENNE,

Olga Baires participera à un meeting le mercredi 18 novembre. Le 20 novembre, le film "Sandino hoy, Sandino siempre" sera présenté.

D'autres manifestations sont aussi prévues dans d'autres villes de Suisse romande. Malheureusement des indications plus précises ne nous étaient pas parvenues au moment où nous mettions sous presse. Les lecteurs désireux d'en savoir plus sont donc priés de s'adresser au Comité Nicaragua - El Salvador de leur ville.

GENÈVE :

MANIFESTATION DE L'USCG

L'Union des Syndicats du Canton de Genève a décidé d'organiser une

GRANDE MANIFESTATION, LUNDI 9 NOVEMBRE à la PLACE NEUVE à 18h.

Cette mobilisation entend imposer la compensation intégrale du coût de la vie sur tous les salaires, combattre les hausses de loyers et du prix de la santé. Elle commémore aussi la répression par l'armée des manifestations ouvrières du 9 novembre 1932.

Le PSO appuie pleinement cette manifestation. Après les pertes électorales d'il y a quinze jours, elle peut démontrer la force des travailleurs, suisses et immigrés, pour la défense de leurs conditions de vie et de travail. Un seul regret : qu'elle ne soit pas venue plus tôt, spécialement en appui aux revendications de la fonction publique.

ERRATUM

Dans le dossier horlogerie de la dernière Brèche (no 263 du 24. 10 1981), une légère erreur s'est glissée dans les chiffres de production de l'industrie horlogère. Nous avions en effet indiqué que les exportations horlogères en 1970 étaient de 52 607 montres terminées, de 18 830 mouvements terminés et de 19 577 mouvements non assemblés. Il s'agissait évidemment, en 1970 comme en 1980, non pas de pièces, mais bien de milliers de pièces. L'horlogerie suisse produit tout de même un peu plus de 52 000 montres par an ! Cette modification des données ne change pas notre argumentation, qui ne portait pas sur le volume total des exportations mais bien sur ses différentes composantes.

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous
abonnement de soutien : fr. 100.-

Pour toute correspondance : La Brèche,
Rue de la Tour 8 bis, 1004 Lausanne
CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale
Adresses des sections romandes et tessinoises

case postale 13, 2500 Bienne 4 (032) 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 59, 2800 Delémont 1
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 (022) 20 68 02
case postale 592, 1000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
case postale 32, 2000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
casella postale 225, 6901 Lugano

POLOGNE :

DES OUVRAGES SOCIALISTES CONTRE LA BUREAUCRATIE !

Versez au fonds de publication en langue polonaise !

Grâce à l'information sur ce qui se passe en Pologne (et malgré sa déformation dans certains pays capitalistes), nous percevons la portée historique de cette lutte à mort entre la bureaucratie et la démocratie socialiste, chaque jour recréée dans la lutte par les travailleurs.

En revanche, les travailleurs polonais ont le plus grand mal à obtenir les informations sur le développement de la lutte de classes internationale : sur la révolution en Amérique centrale, sur la politique et le pillage impérialistes, sur la portée exacte de la victoire électorale de la gauche en France, sur les luttes antibureaucratiques en Chine ou dans les autres pays de l'Est.

Or, ils sentent bien que leur lutte n'est pas confinée aux frontières de la Pologne, qu'elle dérange d'autres gouvernements que les seuls bureaucrates polonais, bref

qu'elle est partie prenante d'un mouvement d'ensemble et d'un rapport de forces de portée universelle.

C'est pour contribuer à briser ce mur de la censure et de la désinformation bureaucratiques, que la IV^{ème} Internationale a décidé de publier mensuellement en polonais une édition de sa revue d'analyses et d'informations internationales : INPRECOR.

Elle entreprend également la publication en polonais d'œuvres telles que le livre de Petr Uhl "Le Socialisme emprisonné", instrument de lutte contre le pouvoir bureaucratique.

Versez au fonds d'édition en langue polonaise de la IV^{ème} Internationale.

Ensemble, et en défense du marxisme, reprenons le mot d'ordre des révolutionnaires polonais : "Pour votre liberté et la nôtre !"

Envoyez vos dons à : PSO/SAP Zurich, case postale 299, 8031 Zurich, CCP 80 - 44 457, mention "Solidarité Pologne". Inprecors en polonais paraîtra tous les mois. Si vous désirez vous y abonner, envoyez votre contribution et vos nom et adresse au CCP et à l'adresse ci-dessus.



Signez et faites signer l'initiative formation professionnelle

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

SAINTE-CROIX

Salle communale

di 15 nov., 17h. : Un oiseau dans le plafond, de Jean-Pierre Gos, par la Compagnie Présente. Sur un fond d'engrenages, au rythme du cliquetis régulier du temps qui passe, entre quatre et six heures du soir, un drame dans un coucou sur le mode burlesque.

GENÈVE

New Morning

ve 20, sa 21 nov., 21h. : The Breakfast Band (GB), jazz-rock, salsa, latin funk.

La Maison des Jeunes

du ma 17 au sa 21 nov., 20h.30 : Un oiseau dans le plafond (cf. ci-dessus).

Pic-plouc, impasse rue du Lac 1

sa 14 nov., 21h. : Alberto Perez (Chili).
sa 21 nov., 21h. : Jacky Lager (Suisse).

Salle Simon Patiño, av. de Miremont 26
ve 20 nov., 20h.30 : Récital de viña de l'Inde du Sud (instrument à cordes).
lu 23, me 25, je 26, ve 27 nov. : L'espace-

temps de Pit et Phil, de et par Peter Heubi et Philippe Dahlmann (danse).

Théâtre Permis C, ruelle du Couchant (sur la rue Adrien Lachenal)

jusqu'au sa 14 nov., 20h.30 (relâche di et lu) : Révérence, de Michel Viala, avec Graciela Sawicki et Max Heinzelmann.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes concerts AMR.

ve 13 nov., 21h. : Musique classique de l'Inde.

sa 14 nov., 21h. : Musique indienne.

ve 20, sa 21 nov., 21h. : Christine Schaller sextet.

Victoria Hall

me 18 nov., 20h.30 : Chick Corea.
sa 21 nov., 20h.30 : Renaud. Loc. : Back to Mono, Grand Passage.

NYON

Salle communale

ve 13 nov., 20h. : Baramine, The Zero Heroes. Fr. 12.-. Org. : Paléo.

ve 20 nov., 20h.30 : Silly Wizard, folk écossais. Fr. 15.-, ét. Fr. 12.-.

Aula du Collège

me 25 nov., 20h.30 : Stephane Grappelli. de Fr. 14.- à 26.-, loc. Gd Passage, Nyon.

LAUSANNE

La Passerelle-Vidy

jusqu'au sa 5 déc., 19h. et 21h. : L'inconnue de l'Orient-Express, de Michel Beretti par le Théâtre Mobile de Genève. Mise en scène J.-Ch. Simon. Rés. : 021 / 22 56 86.

Théâtre du Vide-Poche, Palud 10

jusqu'au sa 14 nov., 20h.30 (relâche di et lu) : Poing dans la poche, d'Alexandre Castel, chanson-comédie.

Théâtre Boulimie, place Arlaud

du ma 10 nov. au sa 12 déc., 20h.45 (relâche di et lu) : Ribuk, spectacle d'humour de Lova Golovtchiner.

Casino de Montbenon, salle Paderewski
lu 23 nov., 20h.30 : concert symphonique, Brahms, Britten, de Falla, par l'Orchestre des rencontres musicales (ORM), direction Jean-Marc Grob.

Théâtre de Beaulieu

ve 13 nov., 20h.30 : Yves Duteil.

di 22 nov., 20h.30 : Renaud. Loc. : Théâtre municipal, Foetisch, rue de Bourg.

Théâtre Les Trois Coups

av. Jean-Jacques Mercier 15
jusqu'au sa 28 nov. : Audiance et Ver-nissage, deux pièces écrites par Vaclav Havel en 1975.

ORON-la-Ville

Cinéma d'Oron

20h.30. ve 13, sa 14 nov. : Les années lumières, d'A. Tanner (CH, 1980). ve 20, sa 21 nov. : La cité des femmes, de F. Fellini (Italie, 1980).

CHEXBRES

Cinéma de la Grande Salle

20h.30. ma 10, me 11 nov. : Café express de Nanni Loy (Italie, 1980). ve 13, sa 14 : Andrei Roublev, de Tarkowski (URSS, 1966). ma 17, me 18 : Girlfriends, de Claudia Weill (USA, 1978). ve 20, sa 21 : Ekdin Pratinid (Un jour comme un autre) de M. Sen (Inde, 1980). ma 24, me 25 : Le Miroir, de Tarkowski (URSS, 1974).
K. Nelloni

Elections en Suisse romande :

L'impasse et l'issue

n'ont pas craint de se revendiquer d'un projet politique, c'est même pour cela qu'ils ont gagné : telle est la première leçon de ces élections.

Une victoire électorale de ce genre ne restera pas sans effet : on l'a déjà vu à Genève où les quelques mois de règne du sous-marin libéral Werner ont déjà apporté leur lot d'attaques aux conditions de travail des salariés de la fonction publique, on le verra dans le canton de Vaud où se dessinent les contours d'une offensive dans le secteur de la santé. C'est dire la faiblesse du dispositif de défense des salariés. La paix du travail — qui, comme la politique de gestion dans les exécutifs, repose sur la bonne foi entre partenaires — n'a rien pu opposer aux restructurations horlogères : la collaboration fidèle de la gauche parlementaire ne pourra pas davantage faire pièce à l'offensive bourgeoise. Il suffit que la droite mobilise pour que les positions parlementaires des partis ouvriers s'affaiblissent. Ces derniers recueillent aujourd'hui les fruits pourris d'une politique de collaboration à outrance avec les représentants parlementaires des adversaires des travailleurs, les radicaux et les libéraux. Ils manquent donc totalement de crédibilité quand ils crient au loup après l'avoir eux-mêmes introduit dans la bergerie ! Car si les partis bourgeois et le patronat peuvent être à l'offensive et renforcer leurs rangs, s'ils peuvent réduire — dans le cadre même de la politique de paix sociale — les partis de gauche à la portion congrue, c'est bien parce que ces derniers se sont livrés pieds et poings liés.

Ce deuxième aspect de ces élections permet de répondre à la question posée par le dirigeant socialiste cité au début : pour mobiliser les électeurs ouvriers, il aurait fallu une politique radicalement différente de celle qui consista à démobiliser systématiquement les travailleurs en leur disant qu'il suffisait de faire confiance à "leurs" élus. Les ravages causés par cette stratégie se manifestent le plus clairement dans l'affaiblissement électoral du Parti ouvrier populaire (POP/Parti du Travail). Car les nombreux électeurs qui ont cessé de lui accorder leur voix — l'utilité de ce parti leur semblant, à juste titre, douteuse — n'ont nullement voté pour le Parti socialiste (PS) en se disant, par exemple, que le plus fort des partis ouvriers serait mieux à même de défendre leurs intérêts. Non, ils se sont massivement réfugiés dans l'abstentionnisme.

Rien ne sépare fondamentalement la ligne du POP de celle du PS et c'est bien là l'origine de la crise du PdT oscillant entre une politique — celle du PS — dont il n'a pas les moyens et des tentatives sectaires de sauvegarde de sa propre image. Mais rien ne condamne plus cette ligne politique commune que cette dépolitisation et cette démoralisation de milliers d'électeurs populistes qui, oubliant jusqu'aux réflexes de classe les plus élémentaires, ont choisi la voie de l'isolement et de la passivité quand ce n'est pas celle de l'écologisme petit-bourgeois. Et pourtant PS et POP ont eu leur chance de faire progresser le mouvement ouvrier : n'étaient-ils pas majoritaires dans plusieurs communes en Suisse romande ?

Ce bilan est sévère, certes, mais non sans appel pour le mouvement ouvrier. Car les leçons négatives de ce scrutin peuvent demain venir enrichir son action. Face à l'offensive bourgeoise qui se déploie, la division et la croyance en la bonne foi de l'adversaire ne sont plus de mise. Pas plus qu'une politique de l'impuissance — qui fut au fond celle que mena le PS en matière de finances fédérales — prenant prétexte de ce tassement électoral pour engager encore plus les travailleurs dans la voie des défaites sans combat. Priorité à l'action unitaire pour la défense des intérêts ouvriers, tel est le mot d'ordre. A l'attaque aux conditions de travail dans le secteur public, il s'agira de répondre par la revendication d'une diminution du temps de travail et la levée du blocage du personnel. A l'augmentation de l'inflation, il faudra opposer la nécessité d'un réajustement salarial complet. Aux plans financiers et policiers de la bourgeoisie, il faudra répliquer par le front unique des organisations ouvrières. Musique d'avenir ? Non, nécessité du moment. Dada du Parti socialiste ouvrier (PSO) ? Non, réalisme, comme le montre la décision du Cartel syndical genevois d'organiser une manifestation publique pour obtenir la pleine compensation du renchérissement.

Bureau Politique du PSO



photo la brèche

20 000 manifestants sur le site de la centrale :

KAISERAUGST ? JAMAIS !

voir aussi en page 9

Trois jours après la décision du Conseil fédéral d'accorder l'autorisation-cadre, le mouvement antinucléaire faisait connaître sa réponse : une imposante manifestation de masse, convoquée dans des délais extrêmement brefs. Ce qui montre la profondeur des racines de ce mouvement, malgré une passivité relative — due au manque d'objectifs concrets — ces deux dernières années. On espérait rassembler 10 000 manifestants, il en vint le double. Cette force, le gouvernement fédéral et le lobby nucléaire devront la prendre en compte (cf. notre article en page 9). La situation n'a nullement été modifiée par la décision du Conseil fédéral. A moins que n'éclate, aux niveaux international et national une crise économique, avec son cortège de chômage et de peur, on peut prévoir que la centrale de Kaiseraugst ne sera jamais construite.

Un adversaire irrésolu

Le Conseil fédéral et la SA Kaiseraugst voulaient agir rapidement et donner une impression de fermeté : aujourd'hui cette impression a complètement disparu. Grâce à la manifestation, évidemment. Mais le Conseil fédéral lui-même a relativisé la portée de son acte : "rien n'est encore décidé", déclara le conseiller fédéral Schlumpf lors de la conférence de presse qui suivit la décision fédérale. Ce n'est pas exactement faire preuve d'une fermeté à toute épreuve ! L'objectif de ces Messieurs reste encore d'obtenir une renonciation de Kaiseraugst, ou plus exactement de l'obtenir au meilleur prix.

Les mesures supplémentaires exigées par le Conseil fédéral — sécurité contre les tremblements de terre, mesures d'évacuation — ne représentent certes pas des obstacles insurmontables pour la SA Kaiseraugst, mais ce sont des obstacles tout de même. Il ne lui sera certainement pas facile de justifier et de mettre en place des mesures d'alarme dans une région très peuplée, s'étendant au-delà des frontières et avec une population qui s'est massivement opposée à la centrale. Enfin, il n'est pas sûr que la technologie — choisie de longue date — de la centrale nucléaire de Kaiseraugst puisse répondre aux dernières exigences.

Le débat des Chambres fédérales peut se transformer en une très longue navette. Bien sûr, le parlement est majoritairement pronucléaire ; mais la pression politique jouera tout de même. Et en

1983, les parlementaires devront se présenter devant leurs électeurs... Les représentants du PS et de l'Alliance des Indépendants auront donc toute latitude pour multiplier les barrages. Déjà le conseiller national socialiste Gerwig a annoncé qu'il exigera dans la commission préparatoire une très longue série d'expertises : tout devra être réexaminé, de la sécurité technique aux problèmes politiques. On ira aussi se faire une idée sur place et discuter ainsi avec les différentes "forces" de la région. Cette tactique peut rassembler tout ceux qui cherchent à repousser la décision.

Le Conseil fédéral estime que le parlement ne peut, par lui-même, élaborer une offre de renonciation ; mais qu'il peut dans tous les cas lui renvoyer sa décision. Nous n'en sommes pas si sûrs : bien des choses se dérouleront dans les coulisses, de nombreuses variantes sont possibles.

Reste aussi la "résistance" — plus exactement la peur de devoir imposer Kaiseraugst — des bourgeois de Bâle-Ville et Bâle-Campagne. Les gouvernements et parlements cantonaux — réunis en session extraordinaire — ont massivement réagi contre la décision fédérale. "Leur" électoral ne leur aurait pas pardonné une autre attitude.

Une démonstration d'unité

Malgré bien des réticences, la pression de la situation objective a amené les antinucléaires modérés à organiser la manifestation en

commun avec l'aile progressiste. Des réunions unitaires "officielles" se sont tenues, alors que depuis l'été déjà, une résolution commune était préparée. A l'origine, les modérés voulaient notamment que la manifestation — à l'exemple de leur rassemblement du 1^{er} août — se déroule à côté (!) du site, si grande est encore leur peur d'une résistance directe — bien que le premier venu comprenne l'importance décisive de l'occupation de 1975 dans la situation actuelle. Pour les progressistes, la question ne se posait même pas. Et l'on parvint à l'unité car les modérés se seraient rendus ridicules en manifestant à côté du site. Remarquons en passant comment la lutte contre l'Etat bourgeois produit une pression objective à l'unité. Et soulignons aussi l'utilité du PSO, qui s'est systématiquement battu pour cette unité, malgré et contre les vicissitudes conjoncturelles, préparant ainsi le terrain de sa réalisation.

L'unité est apparue dans la liste des orateurs à cette manifestation. Des représentants de tous les courants s'exprimèrent : de toutes les organisations antinucléaires, puis du PS, des POCH et du PSO. Naturellement cette condition nécessaire pour empêcher Kaiseraugst a été volontairement dénigrée par la presse. Mais si un jour les machines de chantiers se mettent en marche, les fruits de cette unité pourront être récoltés.

Pour cette dernière mais longue phase de la lutte, une coordination régionale contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst a, à juste titre, vu le jour, afin de rassembler toutes les forces opposées à la centrale. En font partie le GAGAK (Action non-violente contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst), les Comités d'action (Bürgerinitiative) de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, les POCH, le Parti du Travail et le PSO, ainsi que les groupes d'écoliers bâlois. Elle est soutenue par les Comités d'action de la Coordination nationale. Si la situation se durcit, les modérés devront eux aussi s'y rallier, sous peine de capitulation.

André Froidevaux, 3. 11. 1981

3ème Conférence nationale des femmes de la VPOD :

La Brèche : Qui était représenté à cette conférence des femmes de la VPOD ?

Patricia Pedrina : Il y avait des femmes de quarante sections qui ont des membres féminins, proportionnellement à leur nombre. Elles furent déléguées par les militantes des groupes d'entreprises ou professionnels ou alors par les commissions féminines locales de la VPOD.

* A-t-on pu voir à cette conférence si le travail mené en direction des femmes ces dernières années a permis d'en recruter au syndicat ?

— Nous avons constaté que depuis la dernière conférence nationale des femmes en 1978 et surtout depuis la formation de la commission féminine de la VPOD début 1980, de très nombreuses femmes ont été gagnées au syndicat. Surtout dans le secteur de la santé et des hôpitaux, où il n'existe encore que peu de tradition syndicale et où les femmes sont en majorité. C'est dans ces secteurs que la question de la durée du temps de travail et du stress est particulièrement présente.

* Quelles décisions avez-vous prises ?

— D'abord nous avons fait des propositions pour la révision des statuts de la VPOD, prévue à son congrès de 1982. Nous voulons que les commissions féminines participent aux directions syndicales.

Puis nous avons décidé de poursuivre notre travail autour de l'initiative sur l'assurance-maternité. Nous voulons agir pour introduire les revendications de cette initiative dans les règlements de la Confédération des cantons et des communes. Les femmes licenciées durant leur grossesse doivent être notamment défendues. Nous avons aussi décidé de nous engager pour l'égalité des programmes scolaires pour les filles et les garçons.

En ce qui concerne toutefois nos axes principaux, la réduction du temps de travail et la levée du blocage du personnel, nous avons mis au point un programme de travail.

* Est-ce que les femmes qui n'étaient pas déléguées ont pu contribuer à ces décisions ?

— Les décisions ont été prises sur la base de brefs textes de la Commission féminine, qui ont été publiés et envoyés dans les groupes. Toutes les femmes intéressées les ont ensuite discutés en groupes et en commissions et ont fait des propositions.

* La discussion autour du thème de la réduction du temps de travail a certainement été particulièrement intéressante ?

— Effectivement. Nous voulions savoir comment continuer après

l'intégration par le congrès de la Fédération en 1979 à Interlaken, de la revendication des 40 heures dans ses lignes directrices. Mais depuis lors, peu de choses ont changé. En Suisse alémanique surtout on

travaille encore 44 heures par semaine dans la majorité des cantons et des communes et même 45 heures dans les hôpitaux. Nous avons donc débattu de la manière dont les femmes pouvaient effectivement

Un syndicat pour les femmes aussi

Entretien
avec
Patricia
Pedrina



contribuer à une mobilisation contre le blocage du personnel et pour la semaine des 40 heures.

Il y avait deux propositions à cet égard. La Commission féminine proposait de relancer la discussion à l'intérieur de la Fédération afin de pouvoir prendre une nouvelle décision lors du congrès de 1982. Avec, à la clé, une manifestation nationale pour la semaine de 40 heures.

L'autre proposition — qui venait de ma section, la Berne-Générale — demandait qu'en plus de la discussion, des pas tout à fait concrets soient entrepris pour modifier un peu l'attitude des autorités. La conviction de la nécessité de la réduction du temps de travail existe déjà dans la VPOD, comme le montre le fait que cette revendication figure dans ses lignes directrices. Nous avons donc proposé de lancer une pétition nationale contre le blocage du personnel et pour les 40 heures. Les hommes, les femmes, membres et non-membres, pourront ainsi s'adresser aux autorités. La discussion fut très intéressante, mais aussi très tendue. Finalement, les femmes, dans leur volonté d'agir enfin, se sont décidées non seulement pour le programme de la commission femmes, mais aussi majoritairement pour la pétition. Maintenant, la direction de la Fédération doit encore nous autoriser à lancer cette pétition.

* Dans la majorité des congrès du mouvement ouvrier en Suisse, on constate une séparation entre les groupes linguistiques. Les Romands font généralement des propositions plus actives, plus à gauche que les Alémaniques. Est-ce que c'était aussi le cas dans cette conférence des femmes ?

— Non. Le projet de la pétition provenait justement de Berne et était aussi soutenu par d'autres Suisses alémaniques. Mais les collègues de la Suisse romande ont évidemment davantage d'expérience en la matière. Ainsi à Genève, elles connaissent une large mobilisation de plusieurs mois pour la semaine de 40 heures dans le cadre du Mouvement de la fonction publique. Mais les Suisses alémaniques veulent aussi aller de l'avant et nombreuses sont celles qui ont souligné qu'elles avaient besoin d'une activité vers l'extérieur du syndicat pour en faire progresser la construction et le développement. C'est ce que nous voulons faire et c'est la raison pour laquelle nous voulons que la direction nous donne le feu vert.

Fonction publique genevoise :

TOUJOURS RIEN SUR LES EFFECTIFS !

Le premier résultat du mouvement de la fonction publique genevoise et du débrayage de mai peut déjà se mesurer aux dernières propositions d'accord :

* 41 heures au 1. 1. 1984 avec engagement du Conseil d'Etat à renégocier à cette date les 40 heures et les 5 semaines de vacances. Cependant, il veut à cette occasion reprendre la codification des pauses à laquelle il a dû renoncer cette fois.

* 2 jours supplémentaires de vacances, ce qui portera celles-ci à 4 semaines et 2 jours en 1983.

* 16 semaines de congé-maternité (+ 4 semaines de congé-allaitement), soit un réel acquis comparé à tout le reste de la Suisse ! L'interdiction de licencier les femmes en-

ceintes sera inscrite dans les statuts.

Enfin, contrairement à son projet initial, le Conseil d'Etat renonce à lier ces acquis à une sorte de "paix du travail", d'ailleurs juridiquement contestable dans la fonction publique. Mais il affirme qu'il "n'entrera pas en matière" sur de nouvelles revendications avant 1984.

Compte tenu du rapport de forces, dans les services publics comme sur le plan politique et syndical, ces résultats ne sont pas négligeables. Une mobilisation syndicale d'ensemble a manqué pour arracher cette fois les 40 heures à l'Etat.

Augmenter le stress ?

Reste un point faible : aucun engagement sur les effectifs, ce qui risque de traduire la diminution

d'horaire par une surcharge du personnel ! Pourtant les syndicats ont chiffré les besoins et le Conseil d'Etat a reconnu que cela peut servir de base à la discussion. Chez les enseignants, une lente baisse d'élèves par classe est envisagée sur 5 ans. A l'hôpital, rien (alors que le stress y est le plus important !), sauf l'accord de remplacer le personnel malade. Il faut donc encore aboutir à un accord sur les minimaux acceptés comme base par les autorités dans l'accord final.

Cela d'autant plus que le même Conseil d'Etat (appuyé par les associations de policiers) veut hausser les effectifs de police "pour améliorer les prestations à la population" ! Exactement ce qu'il refuse aux hospitaliers, aux Services Industriels et à la Fonction publique !

M. Thévenaz, 3. 11. 1981

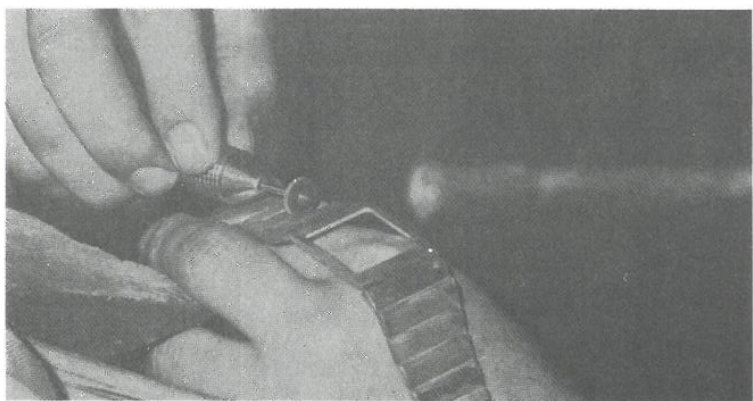


Interfoto

Horlogerie genevoise :

Une victoire syndicale...

Il y a un mois, nous rendions compte d'une conférence de presse organisée par la FTMH avec un groupe d'ouvrières et d'ouvriers de la maison Spillmann (production de bracelets-montres, 60 travailleurs, entreprise soeur à La Chaux-de-Fonds). Sur deux plans, la situation avait atteint un seuil explosif : d'abord, des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables malgré les plaintes des travailleurs, les maladies professionnelles et les accidents de travail; ensuite, un climat de travail empoisonné par de nombreuses brimades et la volonté de maintenir le syndicat hors de l'entreprise.



Un patron mal pris

Rappelons tout d'abord que la simple tenue d'une conférence de presse pour dénoncer une entreprise signataire de la Convention Collective de Travail (CCT) constitue une violation de l'obligation de paix du travail absolue. C'est d'ailleurs prétendument pour régler ce contentieux que l'entreprise, assistée du syndicat patronal, réclama une entrevue avec la FTMH immédiatement après. Parallèlement, le patron rassemblait son personnel pour dénoncer "le déballage sur la place publique d'affaires internes à l'entreprise" et prôner "la discussion franche et directe dans l'usine". Tout ceci en maintenant son opposition résolue à toute représentation syndicale dans l'entreprise. Invités à s'exprimer, les travailleurs (surtout les travailleuses !) confirmèrent point par point ce que les journaux avaient écrit. Acculé, le patron promit de nombreuses améliorations... Le lendemain, il démentait dans la presse tout ce qu'il avait reconnu devant son personnel !

Cependant, l'affaire avait été trop loin. La résolution d'une partie importante des travailleurs, soutenus par la FTMH, le danger d'une intervention contraignante de l'Inspection du Travail (à propos de l'hygiène et de la sécurité), la mauvaise publicité faite enfin à l'entreprise par l'appel à la presse devaient forcer le patron à reculer. Lors de la réunion demandée par l'entreprise et l'Union Suisse des Fabricants de Boîtes de Montres, la FTMH avait été délibérément placée sur le banc

des accusés par la partie patronale. Manifestement, pourtant, cette tactique ne pouvait pas modifier les rapports de forces réels. Le syndicat n'avait pas perdu l'offensive, et c'est ce que les résultats de l'entrevue révèlent clairement.

Des améliorations notables

D'abord, sur le plan hygiène et sécurité, un calendrier d'améliorations répondant aux demandes les plus urgentes des travailleurs a été arrêté. Ensuite, la nomination d'un délégué syndical disposant, dans l'entreprise, de tous les droits prévus par la CCT a été décidée (les négociations pour la mise en place d'une commission du personnel — dont le principe est accepté — seront reprises d'ici un an).

Signataire de la CCT pour bénéficier des avantages de la paix du travail, le patron de Spillmann refusait toute discussion avec la FTMH sur sa représentation dans l'entreprise. "Le délégué syndical, disait-il cyniquement, c'est moi !" Un grand pas en avant a donc été réalisé grâce à l'action énergique du groupe syndical horloger et surtout grâce aux travailleuses et aux travailleurs de l'entreprise. Il reste maintenant à renforcer la présence syndicale dans l'usine pour garantir le respect des accords récemment passés. C'est le seul moyen d'aboutir dans un proche avenir à la création d'une commission du personnel qui soit réellement l'expression d'une volonté de contrôle des travailleurs sur leurs conditions de travail.

correspondant Genève



Formation professionnelle :

LE DERNIER COUP DE COLLIER !

Les derniers cent mètres de la récolte de signatures de notre initiative "Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis" approchent. Nous vous avons régulièrement informés ici-même de son contenu et de la situation de la formation professionnelle à laquelle elle répond. Mais il y a un temps pour chaque chose et aujourd'hui nous ne vous parlerons pas d'initiative ou de formation professionnelle, mais de signatures. Car nous voulons appeler tous nos lecteurs et lectrices à rejoindre massivement les militant(e)s du PSO qui, durant le week-end de votation (finances fédérales) des 28 et 29 novembre récolteront — peut-être pour la dernière fois — des signatures pour cette initiative.

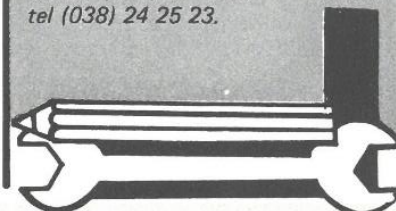
Grâce à un effort soutenu, un petit parti comme le nôtre est en effet parvenu à récolter, en un temps record, plus de 80 000 signatures. Ce chiffre, c'est déjà une preuve évidente, incontestable, de la nécessité d'une amélioration de la formation professionnelle. Tous ceux et toutes celles qui ont participé à la récolte sont unanimes : ce besoin est suffisamment largement ressenti pour que les grands discours et les longues explications ne soient pas nécessaires. On signe, parce que "continuer comme ça, ça n'est pas possible".

Alors vous, lecteurs et lectrices de la Brèche — régulièrement tenu(e)s au courant des problèmes et des réponses en matière de formation professionnelle —, vous qui avez sans aucun doute signé cette initiative, qui êtes tout aussi convaincu(e)s de sa nécessité que les propres membres du PSO, vous laisseriez à d'autres le soin de mener cette action à son terme ? En vous répétant avec angoisse "pourvu qu'ils y arrivent" ? Non, c'est impossible, indigne d'un lecteur, d'une lectrice, de la Brèche ! Ou alors vous la lisez mal, à l'envers, ou vraiment très, très occasionnellement !

Nous savons pouvoir compter sur votre aide et nous vous demandons simplement de prendre contact avec les sections locales du PSO qui vous donneront toutes les indications nécessaires (heure, endroit, matériel, transport, etc.) pour vous permettre de nous aider. N'hésitez pas : le jeu en vaut vraiment la chandelle.

Rendez-vous les 28 et 29 novembre !

Bienne (032) 22 95 47 — Fribourg (Jacques Eschmann) (037) 26 52 60 — Genève (022) 20 68 02 — Lausanne (021) 23 05 91 — Neuchâtel (038) 24 25 23.



Genève :

Manœuvres patronales contre la sécurité sociale

Le 6 octobre 1981, après deux ans d'études, un nouveau statut de la caisse de retraite des employés de la Ville de Genève, des Services Industriels et de certaines communes (CAP) a été accepté par le Conseil Municipal de la ville après l'avoir été par le Conseil d'Etat et le Conseil d'administration des Services Industriels. Ce nouveau statut comporte entre autres l'intégration du 13^e mois dans le salaire assuré (ce qui est courant dans d'autres caisses de pension), la possibilité de prendre la retraite à 55 ans mais avec une rente de 800 francs seulement. Ces maigres améliorations, les employés devront les payer par une hausse de cotisations.

Un dangereux ballon d'essai

Cependant, le Parti libéral, le PDC et les Vigilants, battus au Conseil municipal, ont lancé un référendum contre ce nouveau statut, sous le couvert d'un "Comité de défense des contribuables" (sic !). Tout le patronat genevois s'est engouffré dans l'affaire, Ordre Professionnel en tête. En fait, ce qu'ils visent n'est pas simplement le nouveau statut de la CAP mais l'ensemble de la sécurité sociale. Les partis bourgeois et le patronat — ces fossoyeurs du 2^e pilier ! — veulent en effet :

1) avoir les mains libres pour appliquer le "deuxième pilier peau de chagrin" aux moindres coûts et avec les plus grands profits. Ils le disent ouvertement : une amélioration des statuts de la CAP pourrait entraîner d'autres dans d'autres caisses de pension...

2) raboter les acquis sociaux. C'est la première fois qu'un référendum de ce type est lancé. Cette attaque "par la bande" est un ballon d'essai pour d'autres recours de ce genre contre le statut des fonctionnaires ou des acquis sociaux des travailleurs. Ce n'est probablement pas

un hasard si ce référendum est lancé au moment où les travailleurs de la fonction publique luttent pour améliorer leurs conditions de travail. La bourgeoisie veut marquer le coup et, forte de ce résultat, aller plus loin dans la mise en cause des acquis sociaux.

L'unité la plus large est nécessaire

C'est pourquoi il est urgent que l'ensemble du mouvement ouvrier riposte à ces manœuvres. Les organisations syndicales concernées, le PS et le PdT ont déjà dénoncé le référendum. Un comité unitaire plus large devrait être mis sur pied pour s'opposer au référendum. Il s'agit, à partir de cette affaire, de mobiliser toutes les forces non seulement pour défendre ce statut mais pour soutenir l'ensemble des revendications de la fonction publique.

A noter enfin le beau morceau de "démocratie" que va produire ce référendum : il porte uniquement sur la ville de Genève, mais on sait que la majorité des travailleurs concernés par la CAP n'habitent pas en ville !

A. Moulin, 2 novembre 1981



"Quelle sainte engeance, ces bourgeois."

photo Sergio Medina

Pour un parti profondément électoraliste, le coup est dur. A Genève, il perd plus de 3 000 voix, près de 5 000 même depuis 1973 : 12 240 en 1973, 10 470 en 1977, 7 321 en 1981. Avec 15,8 o/o il avait 17 sièges en 1973, avec 14,6 o/o 16 sièges en 1977, avec 10,37 o/o il ne lui reste maintenant que 10 sièges – 6 perdus d'un coup. Dans le canton de Vaud où son poids électoral était déjà plus faible (11 sièges sur 200 au Grand Conseil en 1978, 16 en 1974), les pertes sont sans appel : dans 6 communes, le POP n'atteint pas le quorum de 5 o/o !¹⁾ A Yverdon il tombe de 6 sièges à zéro, Vevey de 5 à zéro, Bussigny de 4 à zéro, Le Chenit de 4 à zéro (alors que le Parti Socialiste devient majoritaire !), à Crissier de 5 à zéro et Prilly de 9 à zéro. Toutes des communes industrielles. Dans les 4 communes où il reste au Conseil municipal, il ne gagne qu'à Nyon (+ 2 sièges de 25 à 27) tandis qu'à Renens il tombe de 11 à 7, Montreux de 13 à 5 et Lausanne de 13 à 8 sièges.

L'ampleur de cet échec est d'autant plus frappante que dans certaines communes vaudoises le Parti Socialiste (PS) progresse (par exemple à Nyon, Vevey, Morges et au Chenit) et qu'à Montreux ou Yverdon le GPE (écologiste) entre au Conseil Municipal avec respectivement 11 et 7 sièges. Les pertes du PdT/POP ne sont donc pas dues à une situation politique plus difficile (comme dans les années de guerre froide par exemple) mais bien à une crise de crédibilité du PdT, étroitement liée à la crise internationale du stalinisme, qui laisse la place au Parti Socialiste ou à des candidatures écologiques.

LA CRISE TOUCHE SON BASTION GENEVOIS

Cette crise de crédibilité s'illustre particulièrement à Genève, là où le Parti du Travail a été le plus fortement implanté depuis son origine, au sortir de la dernière guerre.

A sa fondation en 1944, le Parti du Travail a regroupé en effet les anciens militants du Parti Communiste Suisse et une aile du Parti Socialiste, majoritaire en Suisse romande, la Fédération Socialiste Suisse de Léon Nicole. Pour la première fois après son cours stalinien sectaire des années 20 et 30, le PCS/PdT parvenait à gagner des secteurs importants du Parti Socialiste, envisageant d'ailleurs l'avenir avec optimisme : son premier Congrès en 1944 postulait la conquête des gouvernements cantonaux et du Conseil fédéral ! Un projet réformiste classique de "démocratisation" de l'Etat bourgeois que le PdT pensait pouvoir concrétiser rapidement en s'appuyant sur l'aide de l'URSS (victorieuse de la guerre) et la montée des luttes ouvrières en Europe.

Rapidement isolé en Suisse alémanique durant la guerre froide (par l'anticommunisme du PSS et de l'USS – Union syndicale suisse – comme par sa propre orientation stalinienne), le PdT/POP conserva en Suisse romande un poids important dû à ses liens avec le mouvement syndical et l'ancienne implantation de la FSS. Cette implantation ouvrière, à une époque où le mouvement ouvrier, conduit par le PSS, accentuait son intégration au capitalisme suisse, fit apparaître le PdT comme un parti d'opposition ouvrière – malgré son projet réformiste et son soutien à l'URSS – qui deviendrait capable de promouvoir une politique de mobilisation et de lutte des travailleurs. Au début des années 60, lorsque le Parti Socialiste genevois (PSG) décida de rompre ses alliances électorales avec le Parti Radical pour promouvoir l'appareillement avec le Parti du Travail, la perspective d'une "union de la gauche" s'affirma pour le PdT genevois (contrairement au canton de Vaud). Mais aujourd'hui, le bilan est net : le poids du PdT, considérable dans l'immédiat après-guerre (36 sièges contre 9 au PS !), a systématiquement diminué au profit du Parti Socialiste et, pour la première fois cette année, l'écart est même de taille :

SIÈGES DU PdT ET DU PS AU GRAND CONSEIL GENEVOIS

	1945	1948	1951	1954	1957	1961	1965	1969	1973	1977	1981
Parti Socialiste	9	10	12	12	13	18	20	21	18	24	26
Parti du Travail	36	24	24	16	15	14	16	18	17	16	10
Ensemble	45	34	36	28	27	32	36	39	35	40	36

Comme en France, la politique d'"union de la gauche" a profité essentiellement au Parti Socialiste malgré la collaboration systématique de celui-ci au gouvernement fédéral et cantonal ! On comprend, à partir de telles données, les doutes ou même l'écœurement de militants du PdT qui, pendant des années, ont cru que leur parti parviendrait à progresser au sein d'un grand "rassemblement populaire"...

LE PRIX D'UNE POLITIQUE

Mais c'est justement là que le bât blesse. Nous l'avions déjà souligné lors du débat de tendance qui a conduit à notre exclusion du POP en 1969 (voir encart) comme lors du XI^e Congrès du Parti Suisse du Travail (PST) en 1978 (voir nos dossiers dans La Brèche no 182 du 29. 4. 1978 et no 184 du 27. 5. 1978). Reprenons-en ici les principaux éléments.

La politique du "grand rassemblement populaire contre les monopoles" a fondé toute l'orientation du PdT depuis son origine. L'alliance avec le Parti Socialiste genevois n'en

Les élections cantonales genevoises et les élections communales dans le canton de Vaud ont été marquées par des pertes importantes du Parti du Travail / Parti Ouvrier Populaire (PdT/POP). "Un grave échec" explique la Voix Ouvrière. En effet, le Parti du Travail, majoritaire dans le mouvement ouvrier de ces deux cantons après la guerre, connaît ses plus bas scores depuis 1945. Déjà réduit à la portion congrue en Suisse alémanique (à l'exception de Bâle) depuis la guerre froide et l'apparition des POCH dans les années 70, le Parti du Travail perd aujourd'hui dans ses "bastions" les plus anciens. Quelles conclusions faut-il en tirer ?

LA CRISE DE CRÉDIBILITÉ DU PARTI DU TRAVAIL



Voilà qui n'a pas suffi à couvrir les couacs de la crise du stalinisme.

Interfoto

était qu'un premier pas, toujours présenté sur le plan national comme l'exemple de la politique à venir du parti. Ce rassemblement devait s'étendre au-delà, selon le programme sans cesse réaffirmé du PST, à toutes les "victimes des monopoles" : petits artisans, petits patrons, employés, ouvriers, intellectuels. Electoralement, il se traduisait par la recherche constante – et constamment démentie d'ailleurs – d'une "majorité de contre-gauche" avec le Parti Démocrate-Chrétien (PDC, le parti de Furgler !) ou ce qu'on baptisait de "radicaux de gauche" ou d'autres "centristes". Mais à l'exception, conjoncturelle, du Rassemblement

"Rassemblement populaire" subordonne toute mobilisation indépendante des salariés à la recherche d'un accord avec des secteurs bourgeois parmi les plus conservateurs. Les petits patrons, soi-disant "victimes des monopoles", étaient les premiers à profiter des statuts discriminatoires de l'immigration et l'on comprend dès lors pourquoi le PdT s'est opposé à toute mobilisation unitaire des travailleurs, suisses et immigrés (le PdT n'a pas soutenu l'initiative 40 heures par crainte de "stimuler la xénophobie !").

2) Dans les syndicats, cette politique a largement discrédité l'audience du PdT. Alors que des secteurs nouveaux de travailleurs recherchaient une issue à la politique collaborationniste de l'USS, le PdT préconisait dans l'horlogerie le "grand rassemblement" avec les petits patrons victimes de la crise. Dans les arts graphiques, où s'est développé le plus nettement un courant d'opposition ouvrière, il a perdu l'essentiel de son implantation. Dans des secteurs connaissant un nouveau processus de syndicalisation comme les services publics, le PdT, dont la politique parlementaire et gouvernementale ne se distingue guère de celle du PSS et n'est pas axée sur l'indépendance de classe des travailleurs, est resté largement à côté de ces changements dans le mouvement ouvrier. Tous ces facteurs expliquent que l'implantation ouvrière dont le PdT jouissait encore au début des années 50 et qui lui donnait son image de "parti d'opposition" s'est largement perdue.

3) Dans les mouvements sociaux comme le mouvement antinucléaire ou féministe, la politique du PdT, principalement orientée vers la recherche de partenaires bourgeois à leur front "antimonopoliste" (par exemple des femmes du PDC ou du Parti radical pour un mouvement démocratique des femmes) ne lui a pas permis de gagner une audience et des forces nouvelles – comme ont su le faire les POCH ou même des secteurs du PS !

4) Enfin, en politique internationale, la politique de "coexistence pacifique" – répondant aux intérêts de la bureaucratie soviétique – a conduit le PdT à ravalier les processus révolutionnaires au Vietnam, à Cuba ou ailleurs à des mobilisations "pour la démocratie et la paix", le rendant du même coup incapable de gagner une audience dans la jeunesse que ces révolutions ont mobilisée. Ceci sans parler de la crise dans les "pays de l'Est" (Tchécoslovaquie, Pologne) où la bureaucratie est ouvertement apparue pour ce qu'elle est : un appareil dictatorial et anti-ouvrier !

Tous ces éléments expliquent pourquoi, dès la fin des

populaire pour une politique sociale du logement, où se retrouvaient PdT, PSG et PDC genevois, et de quelques votes majoritaires avec des députés du PDC au Grand Conseil, cette orientation ne s'est jamais concrétisée. Et pour cause ! Le PDC a maintenu systématiquement son apparentement électoral avec les partis bourgeois, démontrant ainsi à l'envi sa véritable nature qui n'a rien de "centriste". Et aujourd'hui, alors que la gauche ne totalise plus que 36 sièges et le PDC 13, la "majorité de centre-gauche" en prend un bon coup !

Si ce projet ne s'est pas réalisé, c'est que la politique du "rassemblement populaire" n'a fait qu'aller à l'inverse des changements en cours dans la société, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier organisé.

1) Alors que le développement du capitalisme a fortement accru le poids social des salariés, conduisant des secteurs nouveaux (comme dans la fonction publique) à connaître un processus de syndicalisation et la recherche d'une alternative politique du côté du mouvement ouvrier, le

RAPPORTS AU DEUXIEME CONGRES
NATIONAL DE LA
LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE
MAI 1973

LE CAPITALISME SUISSE LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES



ligue marxiste révolutionnaire

Parue en 1975, cette brochure contient entre autres deux textes de la tendance de gauche (qui deviendra ensuite la LMR/PSO) du POP vaudois, l'un sur le rôle du PdT, l'autre sur sa stratégie de rassemblement populaire. A la lumière de la crise actuelle du PdT, ils sont d'une surprenante actualité. A commander à nos librairies La Taupe, 8bis rue de la Tour, Lausanne et 22 rue Saint-Léger, Genève.

années 60 et la récession du milieu des années 70, le PdT a connu un effritement continu (scissions de 1969/70, départs, perte de sa capacité de mobilisation) à un moment où, pour la première fois depuis 1945, des processus de radicalisation nouvelle se sont manifestés dans la jeunesse et certains secteurs de la classe ouvrière.

LE FRUIT D'UNE POLITIQUE SECTAIRE

L'évolution de ces dix dernières années aurait toutefois pu permettre au PdT, même avec cette orientation politique, de gagner et d'accroître son audience. Le développement des POCH en Suisse alémanique le montre : son orientation politique pour "une Suisse démocratique" ne diffère guère de celle du PdT. Mais sa sensibilité aux "mouvements sociaux" (femmes, antinucléaire par exemple) lui a permis d'adapter cette ligne politique à ces mouvements — tandis que, sur le plan syndical, son poids reste faible.

Et surtout, la croissance du PS au détriment du PdT/POP démontre qu'une "ouverture" réformiste aux mouvements sociaux, doublée d'un débat permanent (et largement démocratique !) sur "l'autogestion", est payante électoralement même si, au même moment, les magistrats socialistes poursuivent leur fidèle participation gouvernementale et leur soutien à la politique antisociale de la bourgeoisie.

En 1978, le XI^e Congrès du Parti Suisse du Travail avait, modestement, essayé de faire face à cette situation. Le rapport de la direction soulignait "la difficulté de traduire dans la lutte concrète et journalière la juste ligne définie par les thèses" et le Congrès, dans la foulée de "l'eurocommunisme", avait proclamé lui-même la nécessité de "l'ouverture" (tant aux POCH/PSA pour la constitution d'un parti national qu'aux mouvements féministe, antinucléaire, etc...). Trois ans plus tard, cette "ouverture" n'a toujours pas porté ses fruits. A Lausanne, des militants qui s'étaient engagés lors de ce débat (Anne-Catherine Ménétrey, Pierre Zwahlen) ont quitté le POP. Au Tessin, des membres du PdT préconisent la fusion — difficile ! — avec le PSA. Dans le mouvement antinucléaire, contre le désarmement aujourd'hui ou dans le mouvement féministe, le PdT reste fort peu présent. Enfin, alors que sa campagne électorale genevoise avait largement misé sur cette image "d'ouverture", oeillet à la boutonnière et slogan "changeons la vie", le PdT ramasse la plus grande veste électorale de son histoire !

Cet affaiblissement du PdT est le fruit de sa vieille politique sectaire qui, à force de vouloir se présenter comme "le seul parti d'opposition" (sans en être une comme on l'a vu), conduit régulièrement le PdT à refuser l'unité d'action la plus élémentaire dans le mouvement ouvrier. En 1968/72 déjà, le PdT s'est empressé de lancer seul l'initiative pour des pensions populaires avant que le PSS ne s'y engage. A Genève, au cours des deux dernières années, il a préféré lancer seul son initiative fiscale plutôt que de constituer un large front pour son soutien en particulier dans le PS. Enfin, depuis notre exclusion en 1969, le développement de la LMR/PSO, son début d'implantation syndicale, ses capacités de mobilisation ont posé un nouveau problème au PdT : il n'est à coup sûr plus "la seule opposition" ! Après avoir expliqué d'abord qu'un nouveau parti n'aurait "aucune chance", il essaie encore de s'en défendre par un sectarisme systématique envers la gauche révolutionnaire, comme ce fut le cas par exemple par son refus d'apparementement aux élections genevoises

(doublé d'un appel à ne "pas jeter ses voix à la poubelle"... du PSO !).

D'autre part, l'effritement durable qu'a connu le PdT lui a fait perdre bien des cadres, et ses militants les plus actifs, en général cantonnés à leurs activités locales, ne sont pas préparés à constituer une relève d'envergure nationale.

Tous ces éléments rendent, à notre avis, impossible un redressement du Parti du Travail à partir de ses seules ressources internes. La crise dure aujourd'hui depuis plus de dix ans et on ne voit guère comment, après plusieurs adaptations restées sans effet, il parviendra à l'endiguer en comptant sur ses propres cadres actuels.

Mais ce jugement n'implique pas qu'il va pour autant disparaître ni même se réduire au groupe sectaire qu'il est devenu dans la région ouvrière de Zurich. D'autres sections, particulièrement paralysées, peuvent encore connaître ce destin. Il n'en reste pas moins que le PdT jouit encore, dans certaines régions, d'un poids politique et d'une présence. En fait, le choix qui lui est posé est aujourd'hui le suivant : perpétuer sa crise et son repli sur lui-même (avec un cours sectaire plus affirmé) ou chercher à en sortir par une politique de regroupements et de fusion, en direction des POCH et du PSA, pour reconstituer une force nationale et un afflux de cadres nouveaux. Pendant des années, les directions nationale et surtout genevoise y ont été fortement opposées. Les POCH également pour ne pas s'accrocher le boulet d'un parti largement discrédité en Suisse alémanique. Mais les récents développements n'excluent pas un changement sur ce plan — que souhaitent d'ailleurs plusieurs militants du PdT.

Mais la crise actuelle du stalinisme — qui touche aussi les POCH — entame sérieusement la crédibilité d'un tel projet. Une fusion ne résorbera pas les problèmes politiques de fond : rassemblement "antimonopoliste" ou politique d'indépendance de classe, voie "nationale" ou internationalisme révolutionnaire, adaptation à la bureaucratie soviétique.

Dans son communiqué sur les élections genevoises, le PdT se plaint qu'on lui assigne "des responsabilités qui ne sont pas les siennes" et annonce qu'il veut "faire mieux connaître sa véritable identité".

Mais précisément cette "véritable identité" contient une contradiction insurmontable : comment prôner à la fois la "voie démocratique" au socialisme (guère différente sur le fond de ce que propose le PSS...) et la défense d'Etats dits "socialistes" où est systématiquement écrasée la démocratie ouvrière ? Le PdT attribue "l'incompréhension" de sa politique à la "conspiration du silence" de la presse bourgeoise. Mais l'anticommunisme n'explique pas tout.

La raison essentielle est qu'une majorité de salariés, contrairement à l'immédiat après-guerre, ne croit plus les déclarations même les plus "indépendantes" du Parti du Travail tant que celui-ci continuera à prétendre que l'URSS, la Tchécoslovaquie ou la Roumanie sont des pays "socialistes" ! L'attitude du PdT face à la crise polonaise a été typique à cet égard : tout en soutenant le principe de syndicats indépendants, il n'a cessé de vouloir faire croire (et espérer) qu'une conciliation entre l'appareil bureaucratique de Kania ou Jaruzelski et les travailleurs organisés dans Solidarność était non seulement possible mais en plus l'unique chance de sortir le pays de la crise et de "développement du socialisme". De quel poids peuvent être les critiques aux "méthodes bureaucratiques", aux "atteintes aux droits démocratiques" (toujours attribuées à des éléments dits conservateurs) quant on se refuse à voir les choses en

face, à se mettre résolument aux côtés des ouvriers polonais contre le régime bureaucratique ? Plus grave encore : au moment où, dans le Parti Socialiste, les débats les plus confus et les plus démagogiques se développent sur "l'autogestion" (confondue le plus souvent avec la démocratisation progressive de l'Etat bourgeois) mais qui traduisent, indirectement, la recherche d'une alternative aux exemples de socialisme bureaucratique, toutes les pétitions de principe du PdT sur "l'extension de la démocratie socialiste" et même l'autogestion apparaissent — à la lumière de la Pologne — comme des phrases creuses et l'empêchent d'intervenir avec un minimum de crédibilité dans les débats qui traversent le mouvement ouvrier.

En un mot : après des décennies de domination bureaucratique dans les "pays de l'Est", il n'est plus possible (comme cela était encore le cas en 1956 par exemple) de faire croire aux travailleurs que les déformations des pays dits "socialistes" ne tiendraient qu'à de mauvaises méthodes. Et il n'est dès lors plus crédible non plus de se borner à des critiques partielles ou de forme qui ne mettent pas en cause la nature foncièrement contre-révolutionnaire du régime bureaucratique.

La croissance du Parti Socialiste, pourtant profondément insérée dans la gestion de l'Etat bourgeois et prêt à faire avaler toutes les couleuvres des "sacrifices nécessaires" aux travailleurs, montre que le poids de cette collaboration de classe social-démocrate lui pèse moins que l'héritage stalinien sur le Parti du Travail. Il faut dire que la bureaucratie soviétique, en un demi-siècle d'histoire, a usé de toute la puissance d'un appareil d'Etat pour écraser les aspirations des travailleurs, dans son propre pays comme en Espagne jadis, en Tchécoslovaquie en 1968 ou ailleurs.

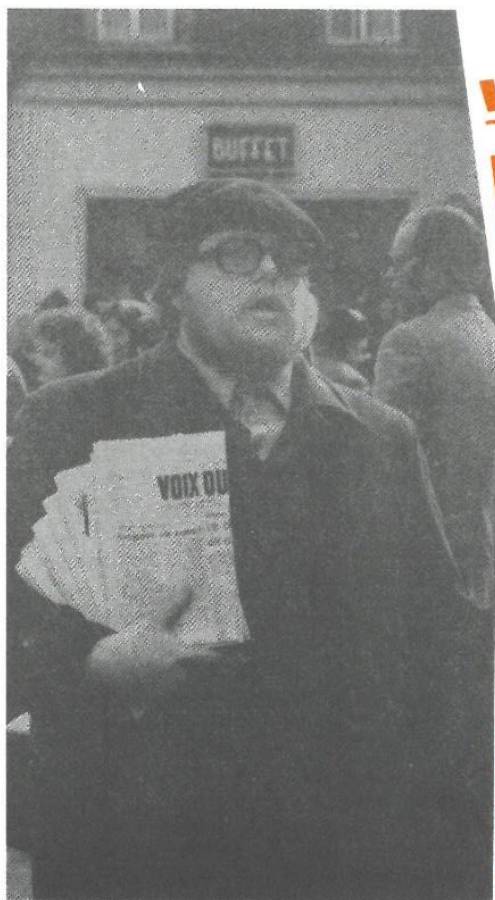
Attaché depuis son origine à définir une "voie nationale" au socialisme, qui "tienne compte des réalités helvétiques", le PdT fera tout pour essayer de prendre ses distances envers la politique de la bureaucratie. Mais l'expérience l'a montré : cela ne suffit pas ! Et le Parti du Travail ne peut rompre définitivement avec le régime bureaucratique — qu'il confond encore avec le "socialisme", inachevé certes mais en voie de guérison — sans perdre du coup sa propre identité.

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Dès lors, un problème se pose aux militants du PdT qui y ont adhéré en pensant qu'il était un parti de la classe ouvrière, de lutte de classe ou d'opposition à la "paix du travail" et à la collaboration de classe. Toute sa politique, nationale et internationale, vise au contraire à estomper les critères de classe, à les diluer dans le "rassemblement populaire" et la "coexistence pacifique" et c'est là l'origine de sa crise actuelle. Pour l'avoir dit en 1969, la direction du PdT nous a exclus. La construction du PSO en parti révolutionnaire nationalement implanté et inséré dans le mouvement ouvrier et syndical démontre qu'une ligne claire d'unité ouvrière et d'indépendance de classe, de défense intransigeante et internationaliste des intérêts des travailleurs peut se renforcer. Plus que jamais, la crise actuelle du PdT souligne l'urgence de construire un tel parti ouvrier et révolutionnaire.

Michel Thévenaz, 28 octobre 1981

1) Le PdT genevois, qui s'affirme pour le maintien du quorum, va-t-il en tirer la conséquence ? Rappelons qu'il ne se maintient à Zurich, avec 1,3 o/o (moins que le PSO à Genève) que grâce à l'absence de quorum...



VO GENEVOISE

Election du Grand Conseil Grave échec du PdT

Le Parti du Travail ne saurait dissimuler le grave échec que représente pour lui le résultat des élections cantonales genevoises que l'on connaît.

... dans ce résultat la volonté, à gauche comme à droite, d'exprimer la volonté des citoyens. Ce

Ces faits amèneront certainement le Parti du Travail à faire mieux connaître sa véritable identité, car il est plus persuadé que jamais de la nécessité de défendre la coexistence, la coopération des nations et le maintien de la paix, sans lesquels tous les efforts qu'il poursuit et que d'autres poursuivront, comme lui ou avec lui, seraient vains.

... en poursuivant la lutte qu'il a entreprise, la pénurie de logements, les atteintes à l'environnement, les injustices fiscales et les acquis sociaux.

... que ces efforts soient mieux appréciés par la population, présent scrutin et à ce que l'issue soit regagnée avec l'appui des partisans d'un parti unique du Parti du Travail

VO VAUDOISE

Elections communales vaudoises

Poussée de droite, affaiblissement à gauche, sérieux recul du POP

A l'heure où ces lignes sont écrites, on ne dispose que de résultats très partiels des élections communales vaudoises, mais on en sait assez pour en tracer les grandes lignes. Elles se caractérisent par une manifeste poussée de droite, par un certain recul socialiste et, il est inutile de se le dissimuler, par un indiscutable échec du POP. Celui-ci, notons-le tout de suite, revêt une évidence envergure puisqu'à la seule exception de Nyon — où notre parti gagne 2 sièges et où notre camarade Forel

inutile d'y insister. Mais il n'est pas dans nos habitudes de nous lamenter. Ce qui compte pour nous, c'est l'action ; et c'est la volonté de nous battre pour redresser cette situation et pour remonter la pente. Sans doute cela ne se fera pas en trois coups de cuiller à pot, mais c'est parfaitement possible à condition d'y croire et de le vouloir.

Il s'agit évidemment d'examiner de très près les conditions dans lesquelles nous nous trouvons, mais ce serait à nos yeux

Les élus du

Jean Vincent
Armand Magnin
Rudolf Schaller
Jean Spielmann
Pierre Meyll
René Essayer
Robert Wicky
Paul Hermann
André Steiger
Liliane Johner

Elections communales vaudoises :

Défaite électorale de la gauche traditionnelle

Décidément ceux d'en haut continueront à pouvoir faire ce qu'ils veulent sans être dérangés ! Tel doit être très certainement le sentiment de nombreux salariés vaudois après ces dernières élections. Car libéraux et radicaux ont bien assuré leur coup : à Lausanne l'entente radicale-libérale gagne des sièges, elle assure une majorité bourgeoise "cohérente" au Conseil communal, à Renens la droite réussit à faire basculer la majorité de gauche, et à Yverdon, avec l'aide du GPE (les écologistes), la majorité de gauche est également perdue. Deux exceptions à la poussée électorale de la droite : au Chenit, dans la vallée de Joux, la majorité de droite en place est battue et à Nyon la gauche est en progrès. Bien évidemment ce qui constitue l'événement de ces élections, c'est l'affaiblissement du POP (Parti ouvrier et populaire) qui non seulement disparaît dans 6 communes où il était représenté mais subit de lourdes pertes ailleurs, à Lausanne, Montreux, Renens. Quant à la percée libérale, elle va renforcer encore davantage une politique qui impose aux salariés un démontage social et des sacrifices au nom de l'austérité !

La situation lausannoise

Elle est conforme aux tendances qui se sont affirmées dans ces élections dans tout le canton. Le taux particulièrement faible de participation à Lausanne (35 o/o) souligne ce qui est l'origine même de ce recul électoral des partis de gauche : la démobilisation électorale des salariés, elle-même fruit d'une politique de démobilisation complète pratiquée depuis des années par les organisations ouvrières - syndicales et politiques - par le biais de la paix du travail et la gestion parlementaire loyale avec les partis bourgeois.

Les résultats du PSO

A la Municipalité, le PSO obtient un bon résultat (4,6 o/o). Ses deux candidat(e)s ont été massivement rajoutés sur des listes de la gauche (ces suffrages panachés représentent deux tiers de leur score). Sans contester cela exprime l'intérêt et l'accord d'un grand nombre de salariés avec les propositions mises en avant par le PSO. Mais cet accord ne va pas jusqu'à voter une liste PSO, il ne s'exprime encore pas par une rupture claire avec la politique de collaboration du PS et du POP.

Au législatif, le PSO perd quelque 110 listes, victime du recul

général de la gauche, de l'apparition d'une liste "alternative" Autrement et peut-être aussi d'un certain recul de son intervention politique ces dernières années à Lausanne. Mais, avec 1,4 o/o, il reste une composante du mouvement ouvrier avec laquelle il faut et faudra compter. Quant à la liste Autrement, elle réalise un score relativement élevé (3,4 o/o des listes). Menant campagne pour "le droit à la différence", sur quelques revendications immédiates (logement, transport), flattant le sentiment antipolitique de ras-le-bol, la liste Autrement a fait le plein d'un électoralat de mécontents, de tous ceux qui veulent que cela change, sans très bien savoir ni

comment ni pour quoi. Même si nous ne sommes pas d'accord avec la démarche politique de cette liste (refus d'une politique d'unité d'action avec les autres forces de gauche, marginalité présentée comme réponse d'ensemble, addition de "mouvements de lutte" comme alternative politique), le PSO proposera, chaque fois qu'il est possible, aux militants d'Autrement d'agir en commun pour réaliser ensemble des objectifs précis.

Le PSO a appelé à voter au 2^e tour de la Municipalité pour les trois candidats de la gauche, afin de faire bloc contre l'offensive de l'entente radicale-libérale.

J.-M. Dolivo

LAUSANNE, RÉSULTATS DU CONSEIL COMMUNAL

Libéraux	15,6 o/o	17 sièges (+ 4)	PS	28 o/o	31 sièges (-)
Radicaux	23,9 o/o	27 sièges (-)	POP	6,9 o/o	8 sièges (- 5)
Démo-chrétiens	8,8 o/o	9 sièges (+ 1)	Autrement	3,4 o/o	-
GPE	8,1 o/o	8 sièges (-)	PSO	1,4 o/o	-
Indépendants	1 o/o	-			
Total de la droite	57,4 o/o		Total de la gauche	39,7 o/o	
				+ 2,7 o/o de listes sans dénomination	

A la Municipalité (élue à la majorité à deux tours)

Les 5 candidat(e)s de l'Entente radicale-libérale arrivent en tête, sans atteindre la majorité absolue. Les socialistes placent leurs quatre candidats dans une fourchette entre 34,8 o/o et 27,3 o/o des suffrages. Le POP fait 13,5 o/o et le PSO 4,6 o/o des suffrages.

LA RÉPUBLIQUE DES COPAINS-COQUINS

De temps en temps une bulle éclate à la surface de la mare boueuse et nauséabonde des petites affaires et des grands scandales de la gestion publique bourgeoise. Ce fut le cas lors de l'affaire Epurex, où le rôle de l'actuel syndic de Lausanne, P.-R. Martin, alors haut fonctionnaire de l'Etat de Vaud apparut sous un jour quelque peu glauque.

Dans son premier tract électoral, le PSO ne manqua pas de souligner cela. Les réactions du magistrat amenèrent le PSO à conduire sa propre enquête - malgré la disparition étonnante de certaines pièces dans les dossiers de la direction des Travaux. Il découvrit que ce radical au grand cœur ne refusait pas de donner ci et là des coups de pouce à son ami Ott, principal accusé de l'affaire Epurex et généreux souscripteur du Parti radical.

Le PSO décida donc de porter ces faits à la connaissance du public et organisa une conférence de presse, bien suivie par la presse lausannoise. Dont on attend toujours les articles et comptes rendus...

Lors de sa dernière session, le Grand Conseil a décidé d'augmenter les traitements des conseillers d'Etat de 107 000 à 120 000 francs par an. Les fonctionnaires, pour leur part, attendent depuis 1973 une augmentation de leurs salaires réels et les moins bien lotis d'entre eux n'atteignent pas 20 000 francs par année. Cela n'a pas empêché le Parti socialiste fribourgeois (PSF) de joindre ses voix à celles des bourgeois lors du vote sur l'augmentation des conseillers d'Etat. Les salariés n'ont pas intérêt à ce qu'une telle convergence se répète lors de la législature qui va suivre les élections cantonales du 15 novembre.

Elections cantonales à Fribourg:

STOPPER LA DROITE

La bataille pour le gouvernement

L'élection du Conseil d'Etat se faisant selon le système majoritaire, le PSF compte sur la bonne volonté de la droite pour forcer la porte du gouvernement. Il se fait rassurant et affiche sa volonté de bien gérer les affaires de l'Etat, de ne pas "casser la baraque". Le candidat

Félicien Morel n'est-il pas le maître-pourfendeur de la gauche de son parti ? Les dépliant électoraux du PSF ne disent pas un mot des conditions de travail du personnel de l'Etat. Le candidat Denis Clerc a même accusé le gouvernement sortant de n'avoir pas su stabiliser les effectifs... Les syndiqués de la VPOD, dont il est membre, n'ont pas apprécié...

Barrer la route à la droite

La progression du PSF, presque constante depuis plus de 20 ans, va-t-elle être stoppée et verra-t-on se poursuivre l'érosion de l'électorat PDC ? Tous deux sont menacés par le jeune parti chrétien-social, fraîche scission du PDC, qui allie la doctrine sociale de l'Eglise à des postulats socialisants. En définitive, face à la timidité du programme socialiste et à la démagogie des partis bourgeois, l'électeur indécis aura du mal à faire son choix...

Bien que ne se présentant pas à ces élections, le PSO ne sera pas absent de la campagne électorale. Dans une "Brèche" régionale distribuée devant les usines et en ville de Fribourg, il dénonce la politique anti-ouvrière des partis bourgeois et appelle à voter pour le PSF. Même si la politique de collaboration avec la droite qu'il mène ne permet pas de répondre valablement aux besoins des salariés, il est le seul parti ouvrier en lice, donc le seul qui puisse, électoralement parlant, barrer la route à la droite.

Mais en donnant nos voix au PSF, nous ne lui signons pas un chèque en blanc. Nous attendons de lui qu'il s'engage en toute occasion aux côtés des salariés, sans compromission avec la droite.

S'il parvient au gouvernement, le PSF doit se sentir responsable non pas vis-à-vis de ses partenaires bourgeois, mais vis-à-vis des travailleurs qui lui auront donné leurs voix. La collégialité n'est qu'une camisole de force destinée à faire des élus socialistes des otages des partis bourgeois.

Dans toutes les batailles qu'il engagera pour défendre les salariés, le PSF aura notre appui. Mais nous ne nous gênerons pas de le critiquer s'il se défile.

correspondant fribourgeois

Elections communales à Zurich :

Rififi entre le Cartel syndical et le PS

Depuis une année les tensions entre le PS zurichois et le Cartel syndical de la ville de Zurich se sont aggravées. Toile de fond de ces tensions, les divergences entre l'aile droite et syndicaliste et l'opposition au sein du PS.

Rappelons qu'au début de l'année le Cartel avait discuté de la reconduction de son traditionnel accord électoral avec le PS. A cette occasion des sections syndicales étaient intervenues pour demander que le Cartel élabore son propre programme d'action et soutienne tous les candidats ouvriers d'accord avec lui. Cette proposition soutenue par environ un tiers des délégués fut repoussée, le comité du Cartel invoquant la nécessité de former un "bloc solide" avec le PS.

Les choses se gâtèrent toutefois lorsqu'il s'est agi de choisir des candidats communs PS-Cartel pour l'Exécutif communal. Les quatre Municipaux du PS rattachés à la droite syndicale ne sont pas appréciés par l'opposition du PS. Un des conseillers s'étant retiré, le PS a dû décider s'il soutenait les trois restants : Emilie Lieberherr, Max Bryner et Jürg Kaufmann. Le PS décida dans un premier temps de ne pas soutenir le sortant Kaufmann, à qui l'opposition reprochait ses positions hostiles au mouvement des jeunes, et de présenter quatre candidats dont seulement deux parmi les sortants : Lieberherr et Bryner. La solidarité des notables aidant, ces derniers se retirèrent, refusant d'être séparés de Kaufmann, et se tournèrent vers leurs amis de la bureaucratie syndicale. Ceux-ci convoquèrent le Cartel syndical qui, malgré une opposition de près d'un tiers de ses délégués (les mêmes qui avaient

proposé un programme d'action et un soutien à tous les candidats ouvriers), décida de porter les "trois mousquetaires" comme candidats, quoi que fasse le PS. Ce dernier répliqua en présentant ses deux propres candidats, venant du "centre" du parti, et en accordant son appui aux trois sortants.

Morale de l'histoire : comme l'ont écrit nos camarades de Zurich dans deux lettres ouvertes adressées aux délégués du Cartel et aux délégués du PS, les rififi autour des personnes des candidats ne font que semer la confusion et occultent le véritable débat. Une opposition conséquente au sein du PS devrait savoir se battre sur un programme d'action et pour une activité du PS qui remette concrètement en cause sa politique actuelle de collaboration. Cela permettrait de mener une bataille autrement plus efficace contre la bureaucratie syndicale.

A. Meylan

Kaiseraugst :

LA LUTTE CONTINUE !



Le tronçon du PSO : "Nous revoilà, comme en 1975".

photo la brèche

Imposer Kaiseraugst ?
pas si facile

Le mouvement antinucléaire jouit d'un grand impact. La majorité des Suisses sont contre Kaiseraugst. Toutes les forces du Nord-Ouest du pays — bourgeois inclus —

sont contre Kaiseraugst. Et ce mouvement est un mouvement qui ne biaise pas, mais qui dit fermement non, sans "mais" ni "si". Il est aussi prêt à descendre dans la rue, à mener la résistance non-violente la plus déterminée.

Nous publions ci-dessous des extraits du tract distribué par la section de Bâle du PSO à la manifestation de Kaiseraugst. Qualifiant la décision du Conseil fédéral de "quitte ou double à contrecœur", le texte explique le double enjeu qui a amené le gouvernement à dire oui à l'autorisation-cadre pour Kaiseraugst. D'une part, il s'agissait, au fond, de décider de l'arrêt ou de la poursuite du programme nucléaire; car un non à Kaiseraugst aurait lourdement grevé la réalisation d'autres centrales. D'autre part, il en va de l'indemnisation en cas de renonciation à Kaiseraugst; un abandon trop rapide du projet n'aurait pas permis d'obtenir la grasse indemnisation souhaitée par ceux qui ont investi des milliards dans l'affaire. Et si le Conseil fédéral a dû se résoudre à ce quitte ou double, c'est bien à cause de l'existence d'un mouvement d'opposition de masse. Ensuite, le tract souligne pourquoi Kaiseraugst ne peut si facilement être construite :

Pour imposer Kaiseraugst, les maîtres de ce pays devraient politiquement payer un prix fort. Une région entière menace de se rebeller. Le risque pour eux est de devoir céder une deuxième fois, après l'occupation du site en 1975. Mais un "Etat de droit" qui n'arrive pas à s'imposer politiquement, perd de sa crédibilité. D'autre part, une simple renonciation donnerait tout simplement raison à la rue. Beaucoup en concluraient que l'on peut donc gagner par des occupations illégales, alors que le parlement et les votations n'amènent à rien. Cela non plus ne parle pas en faveur de la force de l'"Etat de droit". Voilà l'engrenage dans lequel se trouve la classe dominante.

Au parlement de jouer
à quitte ou double

Cette estimation de la situation ne nous fait toutefois pas conclure que l'on peut rester les bras croisés à propos de Kaiseraugst. La décision favorable du Conseil fédéral est un défi auquel le mouvement antinucléaire doit répondre massivement. Nous disons simplement qu'il n'y a pas de situation fondamentalement nouvelle : rien n'est encore joué, les machines de chantier ne sont pas encore en branle. Le "quitte ou double" est maintenant simplement entre les mains du parlement.

Il n'y a donc aucune raison de céder à la panique ou au découragement. Au contraire le fait que le mouvement antinucléaire ait réussi à placer un adversaire bien plus puissant dans une situation si inconfortable ne

peut que nous encourager. Si le mouvement reste fort, alors absolument rien n'est perdu. La puissante manifestation d'aujourd'hui doit être le prélude annonçant qu'une pression s'exercera, par tous les moyens non-violents appropriés, à chaque pas de la procédure parlementaire.

Non à Kaiseraugst !

Non à Graben !

Non à toute indemnisation !

Non à l'intervention policière et à la répression !

UNE GRÈVE
D'AVERTISSEMENT ?

Le soir précédant la manifestation, des rassemblements de protestation se sont déroulés à Bâle, Liestal et Kaiseraugst, à l'appel de la Coordination régionale. A Bâle, 4000 personnes y participèrent. L'idée fut alors lancée d'organiser une grève d'avertissement contre la centrale de Kaiseraugst. Une chose positive, si elle permet une discussion sur ce sujet dans les syndicats et les commissions d'entreprise. Mais nous savons qu'il en faut beaucoup pour que les travailleurs suisses se mettent en grève. Pour ne pas discréditer cette bonne idée, il ne faut donc pas œuvrer à la légère. Elle ne pourra devenir réalité — si elle le devient — que lorsqu'il s'agira effectivement de dire Oui ou Non à Kaiseraugst. Le PSO agira en conséquence dans les syndicats.

Une gestion exemplaire
pour les patrons

Et pourtant les salariés, qui il y a une année élaient une majorité de gauche, auraient bien besoin aujourd'hui du mordant de leurs élus. La ville de Bienne est en effet le deuxième employeur de la région. La politique d'économies de la majorité de gauche ne touche donc pas seulement les travailleurs communaux, elle renforce tout autant les patrons, qui voient ainsi les autorités communales légitimer leur refus d'accorder la pleine compensation du renchérissement dans l'industrie horlogère et métallurgique. De bonnes conditions de travail et de bons salaires pour les employés du secteur public ont toujours eu un effet positif pour "ceux du privé".

Seule la conseillère communale du PSO, Sylviane Zulauf, s'opposa de manière conséquente à cette bien pâle politique de l'exécutif rouge. Voici un extrait de son intervention lors du débat d'entrée en matière :

Pour une politique
favorable aux salariés

"L'actuelle majorité de gauche permettrait tout à fait de mener une politique favorable aux salariés et de s'opposer avec les syndicats à la politique d'économies et d'intimidation bourgeoise.

Favorable aux salariés, cela veut dire : levée du blocage du personnel, augmentation du salaire réel, en particulier pour les classes salariales inférieures, introduction de la semaine de 40 heures. L'on ne peut prétendre, comme le Municipal radical Hämmerli, que les dépenses salariales de la Commune sont trop élevées. Même la très conservatrice et catholique ville de Fribourg connaît des dépenses salariales proportionnellement supérieures à celles de Bienne. Et une Commune comme La Chaux-de-Fonds a, toujours proportionnellement, des dépenses presque doubles.

Favorable aux salariés signifie aussi : re-

Augmentation des tarifs du gaz, des transports publics et de certains tarifs d'électricité, blocage strict du personnel, absence d'augmentation des salaires réels du personnel communal depuis 1974, fermeture de différentes classes d'écoles — voilà quelques-unes des friandises ornant le gâteau de la politique d'économies à la sauce socialiste. Les partisans radicaux du démontage social peuvent bien se réjouir de la dernière session du Conseil communal biennois. Leur arrogance sans limite prévoit déjà les étapes suivantes : la lutte contre le réajustement salarial et pour la réduction du personnel. Les camarades socialistes ont certes accepté le projet de budget présenté par leur maire "les dents serrées". Mais, depuis le temps, ils finiront bientôt par ne plus savoir mordre...

Conseil communal de Bienne :

Quand le PS fait
des économies

nonciation à toutes les augmentations de tarifs prévues. Prenons l'exemple du prix du courant électrique. L'augmentation du prix du courant a été ouvertement justifiée par les Forces Motrices Bernoises par le coût de

leur programme nucléaire, qui, notez-le bien, a déjà été refusé deux fois par la population biennoise. Le devoir des autorités ne consisterait-il justement pas à s'opposer à ces augmentations de tarifs ?

Le budget communal
n'est pas un ménage

Naturellement, le problème des ressources financières se pose.

Mais disons d'abord à ce propos que les services publics ne peuvent être rentables à moins de perdre tout caractère social. Et ce qui peut être rentable est aux mains des bourgeois.

Deuxièmement sur la question de l'inflation : ce serait mettre les lois économiques cul par-dessus tête que de prétendre que les responsables de l'inflation sont les salariés et non pas les banques et les spéculateurs. Il est donc faux de faire passer les travailleurs à la caisse par le biais du blocage du personnel et le refus du réajustement salarial.

Troisièmement, nous croyons qu'il est encore aujourd'hui tout à fait possible d'accroître le déficit budgétaire. Bienne, comparée aux autres communes, n'a pas un service de la dette disproportionné.

Quatrièmement, nous demandons à la Municipalité et sociaux-démocrates de s'adresser au canton pour obtenir une harmonisation fiscale matérielle. Car aujourd'hui les riches habitent dans les communes de banlieue, où les taux d'imposition sont plus bas. Et avec leur revenu de plus de 100 000 francs, ces Messieurs arrivent facilement à se constituer une belle cagnotte supplémentaire."

Malheureusement les camarades du PS ne se sont pas laissés détourner de leur voyage au pays des économies. Même le président de la VPOD refusa de voter la motion de Sylviane (elle-même membre du Comité de section de la VPOD), qui demandait de garantir une augmentation du salaire réel de 2 100 francs, comme l'avait demandé la dernière assemblée générale de la VPOD. Et là où les camarades auraient pu économiser, notamment sur la munition de la Police communale, ils ne l'osèrent même pas. Le budget fut finalement adopté par 42 voix contre 7 (PSO, POCH, 5 Entente biennoise, opposés à l'augmentation des tarifs).

correspondant Bienne

Pologne :

Les travailleurs développent les conseils ouvriers

Varsovie, le 25 octobre

Un attroupement. Un travailleur qui s'est effondré dans la rue. "Inanition, c'est la faim !", dit un médecin appelé d'urgence. De telles scènes sont de plus fréquentes dans les villes de Pologne. Dénoncé dès le mois de juillet par Solidarité, le spectre de la faim s'étend en Pologne.

C'est là la raison essentielle des grèves qui gagnent une ville après l'autre. Plus de la moitié des directions régionales de Solidarité ont proclamé "l'état de préparation de la grève" et, loin de baisser les bras, les travailleurs, de plus en plus nombreux, cherchent les voies pour résoudre la crise, par eux-mêmes.

Contrôler la production et la distribution

La résolution adoptée le 15 octobre par la direction régionale de Solidarité de Lodz, présentée par Z. Kowalewski au nom du présidium, est significative de cette évolution : "Si l'activité de notre syndicat ne remet pas en cause le monopole de l'appareil d'Etat sur la production, la distribution et les prix, elle ne pourra conduire à l'amélioration sensible de la situation". En conséquence, Solidarité de Lodz souligne la nécessité de "contrôler les autorités au niveau régional" et annonce la mise en place d'un "système de contrôle de la provenance, du transport et de la distribution des biens alimentaires". En vue d'améliorer à plus long terme l'approvisionnement, le syndicat décide "d'assurer une intensification des récoltes en développant la production des machines et outils agricoles dans les entreprises dont la capacité de production n'est pas utilisée". Si la bureaucratie tente de s'opposer à une telle pratique, Solidarité "organisera une grève active dans les usines qui peuvent assurer une telle production".

Enfin, la résolution annonce une coopération entre le syndicat ouvrier et Solidarité des agriculteurs individuels ainsi que Solidarité des artisans dans ce but, mais se prononce contre les échanges directs entre les entreprises et les paysans de tel ou tel village, car une telle pratique assurerait une situation privilégiée à certaines entreprises (celles qui produisent des biens monnayables à la campagne) : "Nous estimons qu'il s'agit là d'une initiative visant à briser l'unité du syndicat au moment où cette unité nous est particulièrement nécessaire".

Deux pouvoirs face à face

Après avoir tout fait pour éviter une négociation sur les prix, en repoussant les réunions et en tentant d'imposer une "commission mixte" au sein de laquelle Solidarité serait minoritaire face aux représentants du gouvernement, des syndicats de branche, et des diverses "organisations de masse" du parti, les bureaucrates ont finalement été forcés de négocier avec Solidarité seul. Ils ont dû accepter le gel des prix de détail en attendant un accord global sur les moyens de résoudre la crise. Ils ont dû s'engager à améliorer im-

médiatement l'approvisionnement dans les régions de Piotrkow Trybunalski et Zyrardow, où la situation est la plus catastrophique. Enfin, Solidarité a exigé et obtenu un délai de plusieurs semaines avant qu'une décision ne soit prise sur les grandes options de la réforme économique et la possibilité d'organiser une consultation de la classe ouvrière ensuite, pour vérifier si les choix correspondent bien à l'aspiration des travailleurs.

Au nom de la direction nationale de Solidarité, Grzegorz Palka de Lodz a proposé lors de cette négociation de mettre en place un Conseil social de l'économie, au niveau national. Ce conseil, formé des représentants de Solidarité, du syndicat paysan et du mouvement des conseils d'autogestion, devrait contrôler l'activité du gouvernement. Il pourrait imposer son veto, devrait avoir accès à toutes les informations concernant les questions économiques, pourrait s'exprimer librement à la radio et à la TV et élaborerait des projets de loi, afin que le Parlement puisse à l'avenir se prononcer sur la base de divers projets et de solutions alternatives.

Cette proposition va bien sûr à l'encontre de celles de certains secteurs de la bureaucratie et de certains experts du syndicat, visant à instituer une commission mixte dans le cadre de la "concorde nationale". Elle s'est heurtée à une véritable levée de boucliers de la part de la bureaucratie : "La proposition de monsieur Palka confirme totalement les accusations

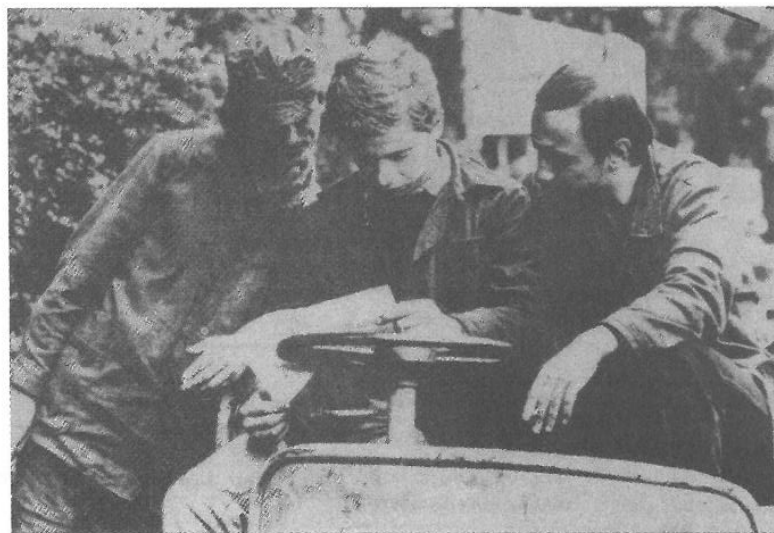
du parti et du gouvernement affirmant que la direction de Solidarité prétend effectivement s'emparer du pouvoir", clame par exemple une résolution des syndicats de branche. Que le protocole d'accord entre Solidarité et le gouvernement laisse la question ouverte, affirmant qu'il est nécessaire de "poursuivre les discussions", témoigne de la paralysie de la bureaucratie aujourd'hui.

Pour une fédération nationale des conseils ouvriers

Le 17 octobre, s'est tenue à Varsovie la première réunion nationale des délégués élus des conseils ouvriers, à laquelle les représentants de dix-sept régions étaient présents. Conscients de la nécessité de mettre en place une coordination des conseils au niveau national, les délégués ont décidé d'appeler à la constitution d'une Fédération nationale de l'autogestion reposant sur les coordinations régionales des organes de l'autogestion, créant dans l'immédiat un comité constitutif de celle-ci.

Si les perspectives de ce mouvement sont encore loin d'être claires, tant en ce qui concerne les compétences des coordinations régionales et nationales des conseils, que le type de planification démocratique à mettre en place, l'approfondissement de la crise économique et le manque de vivres poussent les travailleurs à rechercher les solutions qui préservent la solidarité et l'unité du mouvement, à chercher des voies pour l'élaboration commune des solutions à la crise. Et, sur ce terrain, les théories prévoyant un recours systématique aux mécanismes du marché prônées par nombre d'experts du syndicat ne tiennent pas le choc. Les travailleurs s'en détournent, lorsqu'ils saisissent que de telles situations impliquent des hausses des prix, c'est-à-dire la ségrégation par l'argent et une concurrence entre les entreprises, c'est-à-dire la division de leurs rangs.

Jacqueline Allio



notes... notes... notes... notes...

TCHÉCOSLOVAQUIE : POUR LA LIBÉRATION DE PETR UHL !

Le marxiste tchèque et militant pour les droits démocratiques Petr Uhl, arrêté en mai 1979 et condamné — à la suite d'une mascarade juridique — à cinq ans d'emprisonnement par la bureaucratie doit, dans sa prison de Mirov, faire face à un harcèlement régulier des autorités. Ses conditions de détention particulièrement dures mettent en danger sa santé; des soins lui sont refusés; il ne peut recevoir la visite d'un proche parent que tous les six à huit mois; les gardiens assistent alors à la visite.

Dernièrement, le VONS (le Comité de défense des personnes injustement persécutées dont Petr Uhl était membre) a fait savoir qu'une plainte aurait été déposée contre Petr Uhl par l'instructeur de la sécurité d'Etat d'Ostrova. Motif : "tentative d'atteinte à la sécurité de la République en collaboration avec l'étranger". Cette menace supplémentaire, qui pue la provocation, pourrait coûter de nouvelles années de prison à Petr Uhl.

La plus grande vigilance s'impose donc comme la préparation d'actions de solidarité pour contraindre le régime de Prague à reculer.

N. B. Des messages de solidarité peuvent être envoyés à la compagne de Petr Uhl : Anna Sabatova, Anglika ulice C 8, 120 000 Prague 2.



TURQUIE :

1 800 PRISONNIERS EN GRÈVE DE LA FAIM !

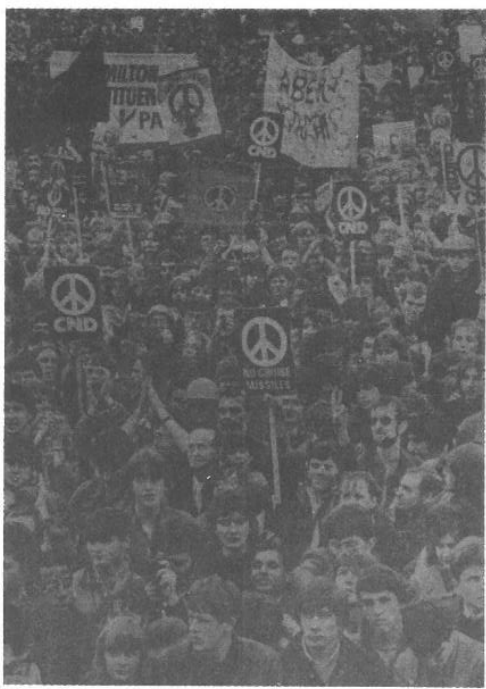
Depuis fin septembre, 1 820 prisonniers de la prison militaire Metris à Istanbul sont en grève de la faim afin qu'il soit mis un terme à leurs conditions de détention inhumaines et aux traitements qui leur sont réservés : tortures après les interrogatoires, nourriture insuffisante et avariée, refus des soins médicaux, etc. En outre, les prisonniers sont obligés d'apprendre des chants et des marches militaires et de participer à des exercices de drill.

La torture est d'une telle brutalité que de nombreux prisonniers ont dû être hospitalisés. A ce jour plus de 50 cas de décès sous la torture ont pu être recensés; une dizaine d'exécutions ont eu lieu et un millier d'accusés sont menacés de la peine de mort.

La junte militaire essaie bien évidemment de passer sous silence ces faits qui révèlent son vrai visage de dictature brutale et barbare. Il est donc essentiel de leur assurer la plus large diffusion et de protester, publiquement et par lettre, auprès des autorités turques.

Les lettres de protestation doivent être adressées au Président de l'Etat, général Kenan Evren, Ankara (Turquie) et à la direction de la prison, Metris Askeri Cezaevi, Sikiyönetim Komutanligi, Istanbul (Turquie).





LE 5 DÉCEMBRE,

MANIFESTATION POUR LA PAIX A BERNE

A l'appel d'un comité bernois "Pour la Paix et le désarmement" une réunion unitaire nationale s'est tenue à Berne le 31 octobre. Son objet : discuter de l'organisation d'une manifestation pour la Paix en Suisse. En dépit de la manifestation de Kaiseraugst, des représentants de 25 organisations et des individus sont venus pour en discuter. Parmi les organisations présentes, relevons le Conseil suisse de la Paix, l'OFRA, la Coordination nationale des comités Nicaragua — El Salvador, le Parti communiste italien, les POCH, le PSA et le PST, ainsi que le PSO et les Cercles La Taupe.

Un consensus assez fort existait sur la possibilité d'organiser avec succès une telle manifestation, d'autant que les Etats-Unis et l'URSS commenceront des négociations sur les euro-missiles à Genève le 30 novembre. A relever cependant l'attitude des représentants du Parti Suisse du Travail (PST) qui tentèrent de convaincre les personnes présentes de retarder la tenue de la manifestation au printemps 1982 afin de pouvoir mieux rallier des milieux bourgeois.

Les organisations présentes décidèrent d'adopter un thème commun "Pour la Paix et le désarmement, contre les menées de guerre atomique et la bombe à neutrons". Une affiche commune d'appel à la manifestation sera éditée.

Le PSS était absent de même que les organisations syndicales. D'ici la manifestation, il faudra que les socialistes se prononcent. Il faudra également mener campagne dans les syndicats pour obtenir la participation de délégations syndicales.

Nous reviendrons dans nos colonnes sur cette initiative importante.

A. Meylan

France :

RODOMONTADES SOCIALISTES ET BLOCAGE PATRONAL

Les fortes paroles n'ont pas manqué lors du Congrès socialiste de Valence : n'a-t-on pas vu l'un des secrétaires du Parti socialiste (PS), Paul Quilès, exiger non seulement que "des têtes tombent", mais surtout qu'on les désigne nommément. Il y avait là comme un écho des grèves de Renault et des banques nationalisées où les travailleurs dénoncèrent vigoureusement les "têtes" de leur direction.

Mais bien tenu en main par l'appareil mitterrandiste, le congrès du PS n'alla pas plus loin que ces quelques assauts oratoires — qui suffirent toutefois à déclencher des cris de cochons menés à l'abattoir dans les rangs bourgeois. Le scénario prévu se déroula sans trop d'accrocs : le premier jour, on se défoula un peu pour répondre à une base qui désire de plus en plus que ça change vraiment et qui ne voit toujours rien venir de solide; le deuxième jour on fait donner les camarades ministres et le troisième on vote une belle résolution qui prend soin de ne pas lier trop complètement le PS à l'action gouvernementale. C'est cela la thèse, anti-thèse, synthèse du secrétaire général de l'Elysée, Pierre Bérégovoy, "œil de Mitterrand à Valence" et dialecticien à la petite semaine.

Et pendant ce temps, les députés du PS, pour la plupart "privés de Valence", appliquaient à propos des nationalisations, la ligne du "compromis" (cf. La Brèche no 261 du 26. 9. 1981) adoptée le troisième jour par le Congrès. Cette synthèse, qui réjouit fort le cœur de Michel Rocard ("il est sain que le texte de la motion, qui comme chacun sait n'est pas de moi, cherche à réhabiliter cette notion de compromis"), ne satisfait pourtant pas le patronat français. Le coup de Paribas-Suisse/Pargesa, les hauts cris de la presse bourgeoise devant le projet de budget — qui accorde pourtant de somptueux cadeaux au patronat — comme la guérilla parlementaire de l'opposition bourgeoise, menée à coup d'insultes et d'injures personnelles, montrent bien que les patrons français n'ont pas confiance dans l'actuel gouvernement et que le compromis n'est qu'un marché de dupes. Le porte-parole de l'UDF (giscardienne), Alphandéry, l'a clairement exprimé dans "le Figaro" : "Le gouvernement semble croire qu'il suffit d'incitations fiscales pour relancer les investissements. Ces mesures sont insuffisantes. Un chef d'entreprise a besoin d'un climat de confiance et de stabilité car la décision (d'investir, réd.) est importante quant à son montant, et ses effets s'étendent sur une longue période. Les nationalisations, le contrôle total du crédit bancaire, la politique budgétaire ne créent pas l'environnement favorable dont ont besoin les chefs d'entreprise".

Ni les nationalisations, ni le budget, ni les négociations sur le temps de travail ni la lutte contre le chômage et l'inflation n'ont réellement correspondu à ce que les travailleurs attendaient de ce gouvernement. Aujourd'hui, en multipliant les grèves limitées et sectorielles, en signant appels et pétitions ils le font savoir à qui de droit. Eux savent que, pour que cela change vraiment, il faut s'en prendre au patronat. Et c'est pour cela qu'ils ont donné une majorité parlementaire écrasante aux partis ouvriers. Qu'ils s'en servent donc !

Eric Peter

Manifestations contre le réarmement impérialiste en Europe :

LE DÉFERLEMENT

"Jamais vu" : telle a été la réaction des commentateurs aux manifestations anti-guerre qui se sont déroulées les 24 et 25 octobre à Rome, Londres, Bruxelles et Paris. Partout, les prévisions des organisateurs ont été pulvérisées. Sans nul doute, la petite phrase de Reagan, prononcée lors d'une interview à des journaux américains le 19 octobre, y a-t-elle beaucoup contribué. Le chef de la Maison-Blanche indiquait : "On peut envisager l'utilisation d'armes tactiques, des deux côtés, sur le champ de bataille européen, sans que cela amène l'une des grandes puissances à appuyer sur le bouton". Pour maladroite qu'elle ait été, cette déclaration était une confirmation : pour restaurer sa domination sur le monde, l'impérialisme américain est prêt à assumer les risques d'un conflit nucléaire "limité" sur le vieux continent. Tel est le sens de la course aux armements dont il a pris l'initiative. Un vaste mouvement populaire en prend progressivement conscience.

300 000 à Rome

Depuis la guerre du Vietnam, la capitale italienne n'avait pas vu un tel déferlement. Ils étaient plus de 300 000 le 24 octobre à avoir répondu à l'appel du PCI, des organisations d'extrême-gauche, du Parti radical, des mouvements écologistes. Ils protestaient notamment contre l'installation dans la petite ville sicilienne de Comiso (20 000 habitants) de 112 missiles Cruise.

Depuis que cette décision a été prise, la mobilisation n'a cessé de croître : 25 000 personnes à Venise à la mi-septembre, 50 000 de Pérouse à Assise quelques jours plus tard, 10 000 à Comiso, le 10 octobre, des dizaines de milliers de jeunes dans les rues de Rome et Turin. Pas moins de 526 comités appelaient au rassemblement du 24 pour lequel un millier d'autocars, quatorze trains et un avion avaient été affrétés.

Le gouvernement italien fut l'un des premiers à approuver la décision de l'OTAN d'implanter les fusées américaines. Solidaire et détenteur dans le cabinet Spadolini du ministère de la Défense, le PSI fut la seule force ouvrière absente d'une initiative dont la portée antigouvernementale n'a échappé à personne.

250 000 à Londres

Au même moment se déroulait à Londres un rassemblement de 250 000 personnes à l'appel du CND (Campaign for Nuclear Disarmament), mouvement créé dans les années cinquante, avec le soutien des travaillistes et des Trade Unions.

La décision d'implanter 160 missiles dans les bases américaines de Greenham, Common et Molesworth a redonné vie au CND. La Grande-Bretagne se veut — selon les propos

de Margaret Thatcher — "l'allié le plus sûr de Ronald Reagan". La modernisation de son potentiel militaire et l'achat aux Etats-Unis du missile sous-marin Trident coûteront cinq milliards de livres (plus de 17 milliards de francs). Dans un pays qui compte trois millions de chômeurs, on comprend que le mot d'ordre "Jobs, not Bombs" (des emplois, pas des bombes) ait un grand écho.

Personne ne peut plus nier la puissance du mouvement anti-guerre dans ce pays. Le CND compte, aujourd'hui, 25 000 membres (contre 3 000 en janvier 1980). Le Labour Party et les syndicats se sont prononcés pour le désarmement unilatéral. Même le Parti libéral a dû en faire autant. Enfin, 124 conseils municipaux viennent de proclamer leurs cités "zones non nucléaires". Tony Benn, le leader de la gauche travailliste était parfaitement à l'unisson des aspirations populaires quand il appelait à Hyde Park "le peuple britannique à se dresser contre le Pentagone, comme le peuple polonais se dresse contre le Kremlin".

200 000 à Bruxelles

Bruxelles n'avait pas connu pareille démonstration depuis la dernière guerre. 200 000 Flamands et Wallons ont défilé au coude à coude dans les rues de la capitale belge. Ce succès est avant tout la conséquence du soutien qu'apport-

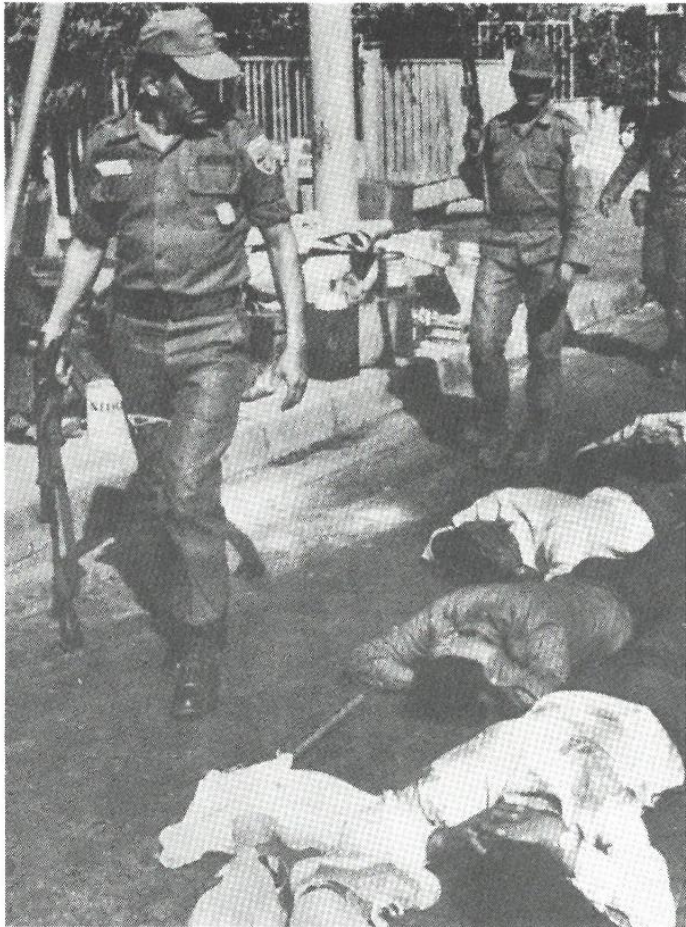
taient à l'initiative les forces principales du mouvement ouvrier : les partis socialistes flamand et wallon, le Mouvement ouvrier chrétien (MOC), le PCB, plusieurs organisations d'extrême-gauche et la FGTB (le syndicat socialiste). Du fait de l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement qui sortira des urnes le 8 novembre aura bien du mal à revenir sur la décision de son prédécesseur de surseoir à l'implantation de 48 Cruise en Belgique.

Dans les trois pays, les sections de la IV^e Internationale participaient aux initiatives sur leurs propres mots d'ordre.

A Paris enfin, malgré l'abstention du Parti socialiste et du PSU, la manifestation organisée par le Mouvement de la Paix a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes. Un début encourageant puisque la France, contrairement aux pays voisins, ne connaissait pas de tradition récente de mobilisations contre le réarmement impérialiste. Selon le journal "Le Monde", le tronçon de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale), regroupait environ 5 000 manifestants.

Parlant le 22 octobre à Londres, Caspar Weinberger, le chef du Pentagone appelait à "assurer la dissuasion par la force". Les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont manifesté en cette fin d'automne sauront ainsi qu'ils ne l'ont pas fait inutilement.

Christian Picquet



Des bourgeoisies locales en crise

L'impérialisme US intervient dans une situation de crise révolutionnaire, qui est évidente aujourd'hui non seulement au Salvador, mais également au Guatemala, tout en ne disposant pas de leviers sociaux solides sur place. Lorsque les Etats-Unis intervinrent au Guatemala en 1954 ou à Saint-Domingue en 1965 ils pouvaient compter sur l'existence de relais sociaux sur place, de bourgeoisies locales exerçant leur influence au travers de l'armée et d'un réseau dense d'appuis basés sur le clientélisme et les caciques locaux. Aujourd'hui les partis oligarchiques bourgeois d'Amérique centrale connaissent une crise profonde, historique.

Durant les années 1960/70, des forces sociales nouvelles se sont développées en Amérique centrale. L'essor de l'industrie agro-alimentaire dans les campagnes s'est traduit par la naissance d'un salariat agricole et par un appauvrissement massif des paysans. Les paysans déshérités se dirigèrent vers les villes, pour se transformer en un lumpen-prolétariat rassemblé dans de grandes concen-

trations urbaines. Des transformations démographiques se sont également opérées : 65 à 70 o/o de la population des pays d'Amérique centrale a moins de vingt ans.

Ces modifications sont apparues au grand jour lorsque la crise économique des années 70 entraîna une baisse sensible du niveau de vie. Des mouvements syndicaux apparurent, organisant les ouvriers industriels comme les cols blancs. Par contre, les formes de domination traditionnelle de la bourgeoisie ne s'adaptèrent pas.

C'est ainsi que l'on assista à un processus qui vida l'ancien système clientélaire de son contenu, la bourgeoisie des différents pays étant de plus en plus identifiée à l'armée. La violence ouverte est devenue la seule méthode de gouvernement possible. Ce faisant, le pouvoir d'Etat s'est progressivement réduit à son expression la plus simple : le pouvoir répressif de l'armée. Ainsi, il n'existe aujourd'hui pratiquement plus aucune barrière entre la société civile et les généraux. Les généraux étant totalement coupés de la société civile, ne subsistant que grâce aux prébendes qui leur sont conférées par leur pouvoir militaire. Il n'y a donc pas d'espace

On ne peut plus parler aujourd'hui de la révolution nicaraguayenne, sans aborder le Salvador. Qui aborde le Salvador se voit contraint de consacrer une partie de son attention aux événements se déroulant dans les pays voisins, le Guatemala et le Honduras. En effet, l'Amérique centrale s'est transformée en l'espace de deux ans en une véritable poudrière révolutionnaire, qui met objectivement à l'ordre du jour une intervention militaire massive et directe des Etats-Unis, mais également la perspective historique des Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale.

Amérique centrale :

L'ESCALADE IMPÉRIALISTE

pour une "troisième voie", pour une expérience démocratique bourgeoise. On comprend mieux pourquoi les organisations politiques sont des organisations révolutionnaires politico-militaires.

Cette crise des bourgeoisies locales entraîne aussi des divisions internes importantes, dont le Salvador est un bon exemple. Ainsi les planteurs de café et de coton sont ouvertement opposés à la junte de Napoléon Duarte.

Qui dit absence de relais sociaux sur place, dit également tendance à une intervention militaire massive et directe de l'impérialisme américain au Salvador. Certes, celui-ci cherchera à obtenir l'appui de certaines dictatures d'Amérique latine, comme la Colombie, le Venezuela ou l'Argentine, avant d'envoyer des GI's yankee. Mais ces appuis seront difficiles à trouver. C'est pourquoi il y a sur ce plan une analogie réelle avec le Vietnam.

Un processus révolutionnaire de longue durée

L'impérialisme américain ne pourra résoudre la crise révolutionnaire en Amérique centrale uniquement par des moyens mili-

itaires. La révolution centro-américaine est ainsi entrée dans une période de combat de longue haleine.

La politique du gouvernement Reagan est basée sur quatre axes :

- La liquidation des forces armées révolutionnaires. Les Etats-Unis sont convaincus qu'elles ne pourront être intégrées.

- Un appui total et prioritaire aux forces armées des différents pays.

- Une opposition aux initiatives d'autres puissances impérialistes dans la région. Les USA ont ainsi fortement désapprouvé la déclaration commune franco-mexicaine reconnaissant le FDR/FMLN du Salvador.

- Une renonciation à tous les projets de réforme, l'accent étant mis pour l'essentiel sur une "aide" économique aux partis militaires et à l'oligarchie sous forme de crédits, etc.

Ces axes définissent une politique contre-insurrectionnelle traditionnelle qui doit toutefois pour réussir, réaliser trois objectifs :

a) Couper les révolutionnaires de leur base de masse. Au Salvador, cela a été un échec manifeste. Au Guatemala l'on assiste, pour la première fois dans l'histoire du pays, à une fusion entre les organisations politico-militaires et les populations indiennes, qui forment la majorité de la population.

b) Un niveau de conscience et d'organisation des masses qui permette des opérations réformatrices superficielles. Cela est impossible dans la situation actuelle. Le Salvador en fournit un bon exemple : après le coup d'Etat d'octobre 1979, les militaires avaient tenté de réaliser un train de réformes qui ont toutes misérablement échoué.

c) Il faut un degré d'homogénéité suffisant des classes dominantes. Cela n'est pas le cas, comme nous l'avons vu.

En conclusion. Le mouvement de solidarité doit s'attendre à une lutte de longue haleine, qui rendra de plus en plus d'actualité la création d'un front anti-intervention US unitaire, puissant et large, réunissant toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Ce combat devra être mené avec opiniâtreté, si l'on en juge par les positions pro-impérialistes prises par le conseiller fédéral socialiste Aubert.

A. Meylan



LA SOLIDARITÉ AVEC L'AMÉRIQUE CENTRALE

Les comités Nicaragua - El Salvador et Guatemala de Suisse mènent actuellement une campagne sous le mot d'ordre "Non à l'intervention US en Amérique centrale". Dans une première phase la population en Suisse fut informée de l'ampleur de cette intervention US. A cette fin, plus de 80 000 exemplaires d'un dépliant spécial sur l'Amérique centrale furent distribués, tandis que des stands et des meetings publics étaient organisés dans plusieurs villes. Le 31 octobre se déroula la "Journée d'action européenne contre l'intervention US en Amérique centrale". Et les 5/6 novembre a eu lieu à Genève le Congrès du mouvement européen de solidarité avec le Nicaragua.

Le point culminant de cette campagne aura lieu durant la semaine d'action du 14 au 21 novembre, qui combinera meetings et mobilisations dans toute la Suisse (cf. page 2).

Le 22 janvier est la date du 50^e anniversaire du terrible massacre qui écrasa l'insurrection ouvrière et paysanne de 1932 au Salvador, et qui se solda par 30 000 tués du côté du peuple révolutionnaire. Durant ce massacre, les Etats-Unis se chargèrent de la défense des côtes du pays. Le week-end du 22 janvier sera donc l'occasion de tenir un Congrès national contre la politique d'intervention criminelle des Etats-Unis en Amérique centrale.

Différentes organisations, dont le PSO et des groupes "tiers-mondistes", soutiennent activement la campagne d'information. Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de :
Secrétariat Amérique centrale, Zürichstrasse 28, 8004 Lucerne, (041 / 51 34 68).

